

Qual avenidor per l'occitan ? Ròtles e organizacion de l'IEO

Quel avenir pour l'occitan ? Rôles et organisation de l'IEO

Seminari de l'Institut d'Estudis Occitans Séminaire de l'Institut d'Études Occitanes

Tolosa, 2-3 de decembre de 2017 *Toulouse, 2-3 décembre 2017*

table

Présentation	4
Programme et déroulement du séminaire	5
session 1 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?	6
Joan- Pau Becvòrt <i>– En introduccion del seminari de l'IEO</i>	
Cristian Bonet – L'avenidor de l'occitan	6
Tederic Cahuzac – Quin aviéner per l'occitan ?	 7
Etienne Roux – un « kit de survie » pour l'occitan	
Marc Vidal – les Communs Occitans	
session 2 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?	
session 3 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO	11
Joan- Pau Becvòrt — En introduccion del seminari de l'IEO	
Tederic Cahuzac – Ròtles e organizacion de l'IEO	
Etienne Roux – L'occitan : moyens et structure en « situation de survie »	
IEO OPM – contribution au séminaire	13
Cristian Bonet – Ròtle de l'I.E.O.	13
Marc Vidal – de l'IEO à l'ICO ?	
session 4 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO	14
Contributions écrites au séminaire de l'IEO	17
Joan- Pau Becvòrt – En introduccion del seminari de l'IEO	
Christian Bonnet – Avenidor de l'occitan et l'Institut	17
Avenidor	17
L'Institut	20
Tederic Cahuzac – Quin aviéner per l'occitan ?	21
1. Precisions de vocabulari	21
2. Consideracions generaus sus l'aviéner de l'occitan	
Tederic Cahuzac – Ròtles e organizacion de l'IEO	
1.Ròtles de l'IEO	
2. Organizacion de l'IEO	25
Etienne Roux – L'Occitanie, la langue et le territoire	
Préambule	
Ce que nous savons	
« Projet occitaniste » et « politique occitaniste »	
L'occitan : les futurs de la langue	32 32
Prédire l'avenir	
L'occitan langue seconde.	
L'Occitanie, territoire imaginé	20
Marc Vidal – Vers un ICO (Institut pour les Communs Occitans) ?	
Préliminaires : l'action de l'IEO a échoué à socialiser la langue.	
Définition des « communs »	43
La culture d'oc est un « commun » avec sa « communauté »	
La communauté occitaniste comme responsable ultime du commun ?	
De l'IEO à l'ICO (Institut pour les Communs Occitans)	
Un ICO qui subsiste par des procédures d'autoreproduction	
Ce que l'ICO n'est pas	
Conclusion : quelles missions ?	47
Pèire Boissièra – contribucion al seminari	47
IEO Occitanie-Pyrénées Méditerranée – contribucion al seminari	
Gustau Aliròl – Diversité territoriale et multiculturalisme	48

Présentation

Le conseil d'administration de l'Institut d'Études Occitanes a engagé, suite à la proposition de Joan-Pau Becvòrt, une série de séminaires afin de discuter — au delà des questions d'administration de l'association traitée lors des réunions du CA — de l'avenir de la langue et de la culture occitanes, des politiques culturelles et linguistiques à mener en leur faveur, ainsi que du rôle de l'IEO, de son organisation interne, et de ses relations avec les autres acteurs de la promotion de l'occitan. L'objectif de ces séminaires n'était pas d'arriver à un consensus sur le contenu d'une politique culturelle et linguistique en faveur de l'occitan, ou sur un mode d'organisation de l'IEO, encore moins d'acter par un vote des décisions concernant l'IEO, mais de proposer des éléments concrets de réflexion, susceptibles d'être débattus entre les adhérents de l'IEO, dans l'objectif d'organisation d'un congrès de l'IEO dédié à ces questions.

Les deux premiers séminaires, internes au conseil d'administration, se sont déroulés à Carcassonne en septembre 2015 et 2016. Lors de l'assemblée générale de l'IEO à Aurillac en 2017, plusieurs participants à l'AG ont émis le souhait de participer à ce type de discussions et d'échanges. Une liste des personnes intéressées avait alors été établie, et un 3^e séminaire a été organisé à Toulouse, ouvert aux membres du CA, aux personnes qui avaient indiqué leur souhait de participation, et plus largement à tous les adhérents de l'association. Ce séminaire, organisé sur 2 demi-journées, s'est déroulé à l'Ostal d'Occitania à Toulouse les 2 et 3 décembre 2017.

Avant le déroulement du séminaire, un appel à contributions a été lancé auprès des participants potentiels, en leur demandant de fournir un document écrit sur le contenu de leur intervention, et si possible un résumé. Le séminaire proprement dit était organisé en 2 demi-journées, l'une consacrée à l'avenir de l'occitan, l'autre aux rôles et à l'organisation de l'IEO. Pour chacune d'entre elles, une première session regroupait les contributions personnelles, suivie d'une deuxième session de discussion générale. L'objectif étant de produire des éléments concrets d'analyse de la situation existante, de réflexion et de proposition, il était important de laisser une trace écrite du déroulement de ce séminaire. C'est le contenu de ce document, qui présente le programme du séminaire, le résumé des contributions personnelles et la synthèse des tables rondes, et le texte complet des contributions écrites. La synthèse des discussions n'est pas un verbatim, ni un résumé de toutes les interventions. Elle ne reflète donc pas toute la richesse des échanges, mais a pour simple objectif de présenter en quelques lignes les principaux points abordés lors de ces discussions.

La langue de discussion du séminaire était essentiellement l'occitan. Cependant, de façon à faciliter la lecture des documents produits par des personnes n'ayant pas une bonne connaissance de l'occitan, le document est rédigé en français (sauf pour les documents rédigés par les contributeurs en occitan).

Étienne Roux, chargé de l'organisation du séminaire

Programme et déroulement du séminaire

Les personnes ayant participé au séminaire et contribué aux discussions sont les suivantes :

Gustau Aliròl, Administrator IEO 43 e IEO Auvèrnhe

Jaumelina Arnaud, Clavairitz de l'IEO-CREO Provença

Miquèu Arnaud, President IEO-CREO Provença

Joan-Pau Becvòrt, Administrator de l'IEO, Director de l'IEO 31

Cristian Bonet, President de l'IEO Auvèrnhe (63, 15, 43), e IEO 63

Pèire Brechet, President IEO

Tederic Cahuzac, President IEO33, IEO40 e de l'IEO Aquitània

Gilabèrt Mercadier, IEO 12 (présent le samedi)

Ana-Maria Poggio, Administrator IEO e de l'IEO-CREO Provença

Esteve Ros, IEO 24, vice-president de l'IEO encargat de l'edicion

Joan Ros, Administrator IEO 63

Marc Vidal, Administrator de l'IEO e de l'IEO OPM

Laurenç Gòsset, Director de l'IEO

Samedi 2 décembre

14 h : ouverture du séminaire

présentation de son déroulement, tour de table participants

14 h 30 : session 1 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?

Contributions personnelles thématiques

Joan-Pau Becvòrt

Cristian Bonet

Tederic Cahuzac

Esteve Ros

Marc Vidal

16 h : pause

16 h 30 : session 2 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?

table ronde

18 h : synthèse de la demi-journée

Dimanche 3 décembre

8 h 30 : session 3 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO

Contributions personnelles thématiques

Joan-Pau Becvòrt

Tederic Cahuzac

Esteve Ros

Marc Vidal

IEO-Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

10 h : pause

10 h 30 : session 4 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO

table ronde

12 h : synthèse de la demi-journée et tour de table final

Chaque session était gérée par un secrétaire et un animateur désignés parmi les participants.

session 1 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?

Contributions personnelles thématiques

NB: les contributions ne sont pas présentées forcément dans l'ordre chronologique du déroulé de la session. Le résumé des contributions est celui fourni par l'intervenant, ou, en l'absence de ce résumé, une synthèse de son intervention rédigée par E. Roux d'après les notes prises au cours de la session. Dans ce cas, le résumé n'est donc qu'indicatif, et renvoie au texte complet de la contribution, rédigé par l'auteur lui-même.

Joan- Pau Becvòrt - En introduccion del seminari de l'IEO

(voir texte en occitan de la contribution ; résumé d'après les notes de travail)

JP Becvòrt rappelle les constats qui l'ont amené à proposer l'organisation des premiers séminaires et les objectifs de ceux-ci. Le premier objectif était que les membres du CA se connaissent mieux, de façon à améliorer le travail commun, et engagent une réflexion de fond allant au-delà du travail habituel du CA gestion immédiate de l'IEO. Il insiste sur la nécessité de penser l'IEO dans sa globalité fédérative. Depuis sa proposition initiale et la tenue des deux premiers séminaires, JP Becvòrt considère que les critiques faites à l'IEO national ont créé une situation d'urgence, qui rend plus que jamais nécessaire une analyse de la situation menée sans culpabilité mais sans tabou, faite avec humilité, et devant avoir comme objectif d'arriver à une position la plus consensuelle possible.

Cristian Bonet - L'avenidor de l'occitan

(voir texte en français de la contribution ; résumé rédigé par l'auteur)

Entre d'arribadas a nòstre sempre mai numerosas, autanben forastièras coma desoccitanizadas, e l'exilh socio-professional dels nòstres, a se persegre, nòstra comunautat linguistica activa ven talament minoritària que la quita competéncia passiva de nòstra soca es a se perdre. Dins las mutacions actualas, nòstra personalitat culturala se descara e ven de mal identificar pel public, notadament per la joinessa, subrondada d'imatge e redusida a un monoliguisme de mai en mai apaurit. Ven donc essencial de formular nòstre messatge de novel biais, virat de l'induccion cap a la promocion, en cercar los mots, la fraseologia et los imatges a mand de far percebre la causa occitana coma un objècte contemporan, soluble dins lo monde urban de uèi, fin qu'agrade, interesse, balhe enveja d'o costejar o de l'emplegar a de publics nòus. Se vèi amb los limits de l'ensenhament que nos podèm pas pus prevàler del sol dreit d'eiretatge per assegurar la transmission dins la proporcion demografica minimala requista, valent a dire qu'aquel esfòrç tant costós es per venir gaireben josproductiu e qu'es ora d'ajustar d'autras amiras de melhor rapòrt d'audiéncia

Per ara, cal assabentar lo monde mesconeissent de nòstra lenga (una majoritat que lo demorant n'es tanben mal coneissent) de sa preséncia a posita coma esplecha per s'augmentar la vida vidanta, e lor ne balhar idèia. Cal trobar los punts ont sonar l'opinion, tala coma se farga uèi, per se ganhar lo mai de public(-s) a mesura de nòstras capacitats. Per nos aparar de regression, cal renovar la percepcion e la representacion que lo monde se podon far de nòstra lenga e de son estatut, en saber que nòstra atractivitat potenciala e l'ofèrta que i podèm apondre son ara en situacion de concurréncia generala. Per l'enfaciar, cal soscar als biaisses mai adaptats a cade public, coma avèm jà començat, en n'avisar lo perfil e las espèras, en ordenar la ierarquia de nòstras arguments, far la causida dels elements de lengatge e dels imatges de promòure per far nàisser l'interest, trobar coma

espandir nòstre messatge dins la subre informacion rabenta segon las bonas modulacions, los médias e los còsts, que, dins tot aquò sabèm poder comptar pas que sus nautres.

Tederic Cahuzac – Quin aviéner per l'occitan?

(voir texte en occitan de la contribution ; résumé d'après les notes de travail)

L'intervention de T. Cahuzac est centrée sur l'analyse de la situation en Gironde, dans les Landes, et dans une moindre mesure en Lot-et-Garonne. Pour ce qui est du futur de la langue occitane, la situation du Pays Basque est une référence, dans la mesure où la politique de récupération linguistique semble porter ses fruits avec, pour les jeunes générations, une augmentation du pourcentage de personnes linguistiquement compétences. Pour T. Cahuzac, le point clé est la transmission intergénérationnelle de la langue occitane, dont le facteur limitant est le nombre d'enseignants compétents. L'accent doit être mis sur la formation de nouveaux enseignants. Compte tenu de la dialectalité de la langue, il est nécessaire de nommer les enseignants dans la zone dialectale qui correspond à leur compétence langagière.

Outre la transmission de la langue, il est important d'assurer la transmission de « traditions culturelles », elles-mêmes vectrices d'un passé de la langue et d'opportunité de pratiques : course landaise, jeu de la *boha*, avec l'édition de lexiques et un travail auprès des associations impliquées dans ces activités de tradition.

Enfin, concernant la désignation du territoire occitan, T. Cahuzac propose le nom de « occitanophonie », pour le distinguer de la région administrative « Occitanie », regroupant les anciennes régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

Etienne Roux – un « kit de survie » pour l'occitan

(voir texte en français de la contribution ; résumé rédigé par l'auteur)

Le « projet occitaniste », défini comme la volonté d'un maintien durable d'une langue et d'une culture occitane vivante et dynamique, constitue un ensemble cohérent (même s'il n'est pas explicitement formulé). De plus, nous savons ce qu'il faudrait faire pour arriver à ce que nous voulons. Il y a de nombreux exemples qui montrent que l'on peut effectivement maintenir une pratique linguistique d'une langue minoritaire, et même permettre une « récupération linguistique ». Nous avons donc une connaissance assez précise de « l'ingénierie » linguistique et politique à mettre en place pour une « récupération linguistique » de l'occitan, et les revendications pour la place de l'occitan dans l'enseignement, les médias, l'espace public, etc., en son le reflet. Cependant, ce « projet occitaniste » se heurte à une dégradation de la connaissance et de la pratique de la langue, qui fait que l'obtention de la stabilité dynamique de la pratique de la langue semble de plus en plus difficile à obtenir, compte tenu de l'écart grandissant entre la situation effective de la langue occitane et sa situation souhaitée, imaginée, dans le « projet occitaniste ».

Le problème auquel nous sommes confrontés n'est donc ni de définir ce qu'est l'occitan ou l'Occitanie, ni de savoir ce que nous voulons, ni de ce qu'il faut faire pour y arriver. Le problème auquel nous sommes confrontés est que nous n'avons pas, et pour encore longtemps, les moyens de nos ambitions. Donc, nous savons parfaitement d'où vient le problème, et nous savons aussi, si nous gardons un minimum de lucidité, que nous serons dans l'impossibilité de résoudre ce problème pour les 15 ans qui viennent (la durée d'une génération à former). Il nous manque donc un objectif « minimaliste », au sens où il définit le

minimum nécessaire pour éviter la disparition de cette langue et de cette culture, à partir duquel nous pouvons bâtir quelque chose. Je propose deux concepts sur lequel pourrait s'appuyer la définition d'un tel « kit de survie ».

L'occitan langue seconde. l'occitan comme langue maternelle et de communication « naturelle » est en voie de disparition, et comme il est illusoire de pouvoir mener avec efficacité une politique linguistique capable de renverser cette tendance et de faire de l'occitan une langue de communication « normale » dans la vie quotidienne, il nous faut définir de façon plus précise la place que l'occitan peut occuper dans la société, la « niche écologique » que l'occitan – « coincé » entre une langue nationale, le français, et les langues étrangères – peut se créer dans la société actuelle, capable d'assurer sa survie. Le concept qui me semble le plus approprié, car il est à la fois un concept opérationnel (i) dans l'apprentissage de la langue et (2) dans la « niche » que la langue peut se construire dans la société, est le concept de « langue seconde ». Concept régulateur pour la construction de cursus cohérent d'apprentissage de la langue, Il est aussi un concept utile lorsqu'il s'agit de penser la socialisation de la langue.

Le territoire imaginé. Penser l'Occitanie comme un territoire imaginé, c'est travailler à formuler collectivement la représentation (y compris topologique) que l'on a de l'espace occitan dans ce qui fait son occitanité sociétalement visible et active, pour un futur proche c'est la représentation mentale collective de ce à quoi nous voulons arriver. C'est se forcer à formuler ce que nous voulons faire (et pas simplement ce que nous voulons) et comment le faire de manière explicite et cartographiée. Le territoire imaginé est donc, au final, un mode de pensée et un mode de travail.

Marc Vidal – les Communs Occitans

(voir texte en français de la contribution ; résumé d'ER d'après les notes de travail)

Marc Vidal base son analyse sur les constats suivants :

- 1. Nous sommes minoritaires et nous le serons de plus en plus, et si on ne parle pas de ce constat, nous serons perdus.
- 2. D'un point de vue utilitariste, la langue ne sert à rien
- 3. Il existe beaucoup de choses, en plus de la langue ? Nous devons essayer d'utiliser ce qui existe, mais d'une façon renouvelé.

La socialisation de la langue, au sens de réoccitanisation linguistique de la population occitane, est un projet irréaliste, et ne donc peut servir de base à la construction d'un projet pour la langue et la culture occitane. Une notion pertinente est celle de « commun », qui désigne quelque chose dont on bénéficie, mais qui n'appartient à personne. Par exemple le climat, qui n'appartient à personne, mais est utilisé par tous (au sens où le climat impacte l'activité des êtres humains, et est lui-même impacté par cette activité). C'est une notion opérationnelle, qui permet par exemple d'engager des procès au nom des générations futures basés sur ce concept de « commun ». Pour Marc Vidal, la langue, prise au sens large – la langue et les pratiques qu'elle accompagne ou a façonné— est potentiellement une notion de commun. Elle rend des services essentiels et est inappropriable.

Sur la base de ce concept de commun, Mar Vidal propose que nous devenions « une communauté d'action, de valeurs (diversité,...) », avec une dimension politique. Pour Marc Vidal, il faut être clair que l'idée de « commun » implique l'idée d'une pratique en communauté, et que cette idée de communauté n'a aucune valeur négative, ni spécifique

(une église est une communauté de croyants). Cette notion de langue occitane définie comme « commun » permet d'unifier tout ce qui se passe autour de la langue (y compris au sein de l'IEO) et tous les réseaux d'activités qui se construisent. Cela aboutit également à la notion de territoire : le réseau, est celui de l'Occitanie (les centres, les cercles,...). Ce concept permet d'unifier sous une même notion structurante l'ensemble de ce qui se construit par la communauté des utilisateurs de ce « commun », de se centrer sur la langue occitane (de façon indépendante de projets politiques englobants) et permet de l'affranchir de ce que nous ne sommes plus. Que va donner ce processus à long terme, nous ne le savons pas ! Inventer une tradition chaque jour, ou un espace représentatif que nous allons soutenir ponctuellement, ne peut être prédit.

session 2 : qual avenidor per l'occitan ? Quel avenir pour l'occitan ?

Synthèse de la discussion collective.

La discussion collective, nourrie du contenu des différentes interventions thématiques individuelles et des contributions libres des différents participants, a fait émerger les points principaux suivants :

– il y a une convergence d'analyse pour dire que la langue occitane est très menacée, et que les tentatives de maintien de la pratique de la langue ont, pour des raisons diverses, échoué à assurer une renouvèlement intergénérationnel minimum nécessaire à la survie de la pratique de l'occitan. Ceci amène à revoir fondamentalement les objectifs à définir, ainsi que les moyens d'action. L'objectif d'une réoccitanisation linguistique globale de la population – avec, par exemple, un objectif de pourcentage de locuteurs de 30 % – apparait irréaliste. En 2003, une étude de l'enseignement de l'occitan avait estimé le nombre d'élèves devant rentrer en enseignement bilingue pour arriver à une population de 3 millions de locuteurs potentiels. Cet objectif est très loin d'être atteint. De plus, les actions menées dans les décennies précédentes s'appuyaient sur un nombre significatif de locuteurs actifs et la connaissance passive de langue par une part importante de la population. Cibler cette population de locuteurs passifs pour les faire basculer dans un usage actif n'est plus opérante à large échelle. De plus, la sociologie de la population occitane a considérablement changé.

– Ce constat ne doit pas mener à l'abandon de la socialisation de langue, mais à en redéfinir les objectifs. Un travail sur la constitution et la consolidation d'une communauté de pratique, ou communauté d'usage de la langue et des pratiques qui y sont associées. Plusieurs contributions convergent sur ce type d'analyse, qui amène à pousser l'analyse du concept de communauté, d'autant plus qu'il est politiquement sensible, car souvent associé, à tort, à la notion de repli communautaire, ou communautarisme. La question du communautarisme de doit pas être éludée, mais elle ne doit pas empêcher de penser la notion de communauté de pratique. La pratique d'une langue et la production culturelle ne peut pas se concevoir autrement que dans une pratique collective. De ce point de vue, le concept de « commun » est une notion intéressante. Le concept de « commun », ou de communauté de pratique, est une notion ouverte de la communauté : en faire partie relève simplement de la pratique que l'on fait de ce « commun », et est tout à fait en accord avec la notion de diversité culturelle. Gustave Alirol a exposé l'analyse de la diversité culturelle, distincte du multiculturalisme (voir contributions dans le dernier chapitre du document¹). Cette distinction a également des

¹ La contribution écrite de Gustave Alirol a été envoyée à la suite du séminaire. Elle ne figure donc pas dans la liste des contributions thématiques personnelles de la session 1, mais est intégrée dans la liste des contributions écrites reçues en lien avec le séminaire).

conséquences juridiques a plusieurs niveaux. Concernant le concept de « commun » (substantif), la validité et son opérationnalité juridique reste à préciser, notamment par rapport à la notion de « bien commun » (adjectif). D'autre part, les textes européens auxquels peuvent se référer les défenseurs des langues minoritaires sont d'une part la charge européenne des langues régionales et minoritaires, et d'autre part la convention-cadre pour les minorités nationales, y compris linguistiques. La notion de communauté de pratique, ou de commun, est en lien avec le contenu de la Charte européenne, sans qu'il soit nécessaire de définir cette communauté comme une minorité nationale (ce qui ne semble ni pertinent ni opérationnel).

- Renforcer et élargir cette communauté de pratique, c'est-à-dire augmenter le nombre de locuteurs actifs et pratiquants, nécessite de « susciter l'envie » et d'augmenter la demande sociétale en faveur de l'occitan. Ceci suppose d'avoir un argumentaire motivant ; « l'òbra shens fe ne pòt pas existir ». Cette demande sociale existe (par exemple pour l'ouverture de classes bilingue), mais elle est d'un part insuffisante, et d'autre part insuffisamment accompagner par les pouvoirs publics. Augmenter la demande sociale et l'implication des élus – elle-même dépendante de l'importance de la demande sociale – est donc un objectif important sur lequel il est nécessaire de travailler. Dans cette attractivité de l'occitan, une approche utilitariste trouve vite ses limites. L'identité occitane - dans la diversité de ses manifestations, peut être un facteur d'attractivité, et les évènements culturels une porte d'entrée vers la pratique de la langue. Dans cet objectif de socialisation de la langue, si le secteur associatif et les acteurs institutionnels ont un rôle à jouer, le « partage des rôles », les articulations entre les différents acteurs, et leurs importances respectives sont à reconsidérer, et les discussions n'ont pas fait ressortir de point fort consensuel. Pour certains, le rôle essentiel doit être dévolu aux institutions et aux structures qui en émanent, alors que, pour d'autre, « l'arme secrète » ² de la sauvegarde de la langue est la pratique non institutionnelle, le risque étant d'une « institution sans fondation » de la langue, sans réelle pratique langagière.

- Rendre visible l'occitan, assurer son ancrage sociétal et assurer son maintien ne peut se faire indépendamment du territoire sur lequel la langue occitane est historiquement présente. Comme l'a définit Pierre Bec, l'Occitanie est une « linguie », et cette linguie s'inscrit historiquement, socialement, territorialement, dans un espace géographique. Plusieurs contributions convergent dans cette analyse sur l'importance de concevoir la socialisation de la langue et de la culture occitane dans ce concept de territoire. T. Cahuzac a proposé de définir ce territoire par le nom d'Occitanophonie ». Un de ses intérêts est de lever l'ambigüité existant sur le nom « Occitanie », du fait de son usage pour dénommer la région administrative regroupant les anciennes régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Cependant, sa proposition a fait l'objet de plusieurs critiques. D'une part, la notion d'occitanophonie, comme celle de francophonie, n'est pas territoriale. Des occitanophones ne vivent pas sur ce territoire, et la majeure partie de ses habitants ne sont pas occitanophones. De plus, la socialisation d'un tel terme est impossible. Pour la plupart des participants, le mot le plus approprié reste le mot « Occitanie », dans son usage antérieur, et plus large, que son usage institutionnel pour désigner la région administrative. Lors de la discussion, l'expression « grande Occitanie » est apparue et a été utilisée spontanément, quand, dans le contexte, une ambigüité existait sur le sens de « Occitanie ».

² L'expression est de J. Fishman.

-

- La pratique linguistique passe évidemment par l'enseignement au sens large de transmission de la langue. La transmission familiale intergénérationnelle étant très faible, des transmissions différentes, intra- et -intergénérationnelles, et bien souvent largement extrafamiliales, sont à développer. La place de l'enseignement institutionnel (scolaire) est très discutée, certaines voyant l'élément clé de la réussite de cette transmission, alors que d'autres considèrent que, seul, l'enseignement – surtout avec la faiblesse des moyens attribués – ne peut assurer la formation d'un nombre suffisant de locuteurs suffisamment compétents pour être locuteurs et transmetteurs de la langue. Le rôle et la place dévolus à l'enseignement scolaire de l'occitan reste en débat. Quel que soit le mode de transmission de la langue, la qualité de la langue transmise est un point important. Le concept de langue seconde est intéressant pour aider à définir non seulement un objectif d'usage mais également un objectif de niveau de langue. Sur la question de la qualité de langue à transmettre – et donc sur les objectifs pédagogiques de cette transmission, Pierre Boissière, absent au séminaire, a néanmoins envoyé une contribution (voir dans le dernier chapitre). Le respect des diversités dialectales est également à prendre en compte dans la langue transmise. Cependant, la proposition de T. Cahuzac de spécialiser les enseignants de l'éducation nationale par dialecte n'a pas été consensuelle, jugée contreproductive, la réponse au problème soulevé étant le niveau de formation des enseignants et leur accompagnement pédagogique insuffisant.

session 3 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO

Contributions personnelles thématiques

Joan- Pau Becvòrt - En introduccion del seminari de l'IEO

(voir texte en occitan de la contribution ; résumé d'après les notes de travail)

Développant les thèmes de son intervention précédente, JP Becvòrt insiste sur les quatre objectifs qui doivent être ceux de l'IEO, dans son travail de repositionnement et de réorganisation :

- 1. Définir clairement les objectifs majeurs de l'IEO.
- 2. Déterminer la politique que l'IEO veut pour que ces objectifs soient atteints.
- 3. Préciser le rôle que l'IEO veut s'attribuer dans cette politique
- 4. Repenser, à partir de ce rôle, l'ensemble de la Fédération, et notamment les articulations entre les différents niveaux.

Pour JP Becvòrt, ces objectifs majeurs et cette politique sont à définir « dans l'idéal », qui ne doit pas être contraint par les limitations actuelles des moyens institutionnels et de l'implication sociétale. Son objectif est n'est pas à court terme mais un « idéal » motivant et structurant : « L'òbra sens fe existís pas ».

Ceci ne signifie pas que le « principe de réalité » ne s'applique pas, et la définition du rôle de l'IEO et de son organisation doit se faire en tenant compte de la situation actuelle et réelle, notamment la réorganisation des entités régionales, et la fondation des structures institutionnelles comme l'OPLO. Enfin, le travail de restructuration de l'IEO doit ère mené dans un souci d'écoute mutuelle et avoir l'objectif d'arriver à un point de vue consensuel.

Tederic Cahuzac - Ròtles e organizacion de l'IEO

(voir texte en occitan de la contribution ; résumé d'après les notes de travail)

L'intervention de T. Cahuzac est centrée sur l'analyse de la situation en Gironde, dans les Landes, et le Lot-et-Garonne. Il constate la faiblesse organisationnelle de l'IEO sur ces 3 départements, et l'inexistence d'une section régionale sur l'ensemble de la Nouvelle Aquitaine, ainsi que la mise « en dormance » de l'association concernant l'ancienne région Aquitaine. Néanmoins, l'IEO fait localement beaucoup de choses, essentiellement en travail de sensibilisation de terrain et soutien aux autres opérateurs, plus que comme opérateur linguistique direct. L'IEO Gironde intervient comme opérateur dans le domaine culturel, en particulier avec l'organisation du festival « Mascaret ». L'IEO a un rôle complémentaire d'autres associations (Oc-bi, Calandretas, etc.) et d'institutions.

T. Cahuzac note le manque l'information entre les différents niveaux de l'IEO, y compris avec le niveau fédéral, bien que les liens existants soient positifs. Il propose que l'AG de l'IEO soit organisée seulement tous les 2 ans, l'autre année étant consacrée à une conférence des présidents de sections, dédiée à la présentation et aux échanges d'expérience entre les différentes sections du réseau IEO.

Etienne Roux - L'occitan : moyens et structure en « situation de survie »

(voir texte en français de la contribution ; résumé rédigé par l'auteur)

Les différents concepts présentés précédemment ont pour objectif d'aider à préciser sur quelles bases construire une politique occitaniste qui tienne compte du principe de réalité et se fixe des objectifs réellement atteignables qui seront, du fait de la pauvreté des moyens, minimalistes. Un point fondamental est celui de l'optimisation des structures capables de porter ce projet. Ce document n'en traite pas, mais c'est un problème d'importance, et j'en dirai donc quelques mots en conclusion, surtout pour relever les pièges dans lesquels il faut éviter de donner. Comme pour les politiques linguistiques, le projet occitaniste, dans sa dimension maximaliste, peut se révéler contreproductif en termes de structures, en amenant à des investissements structurels beaucoup trop importants au regard des moyens disponibles. Vouloir copier pour l'occitan des structures efficaces pour d'autres langues dans d'autres situations sociolinguistiques et politiques différentes peut avoir l'effet exactement inverse de l'effet escompté. Lorsqu'on a 20 centimes d'euro par habitant à dépenser, on ne construit pas les mêmes structures pour les dépenser que l'on a 20 fois plus.

De plus, dans la relation entre les structures, les moyens consommés et les actions produites, une erreur d'interprétation dans les relations de cause à effet est à signaler. On reproche souvent en effet à l'occitanisme, notamment associatif, sa fragmentation, que l'on oppose à l'efficacité supérieure des grosses structures, qui serait garantie par les « économies d'échelle » qu'elles permettent. En réalité, au-delà de la formule technocratique, la question de l'optimisation des moyens en fonction de la taille relève des lois de puissance qui décrivent ces relations. Or, l'application des lois de puissance aux structures sociales montrent que l'optimisation des moyens produite par l'augmentation de taille des structures n'est pas vraie pour tout, et surtout, – et c'est ce sur quoi je veux insister ici – ne se produit que si les moyens disponibles sont élevés. Autrement dit, l'optimisation des moyens par leur concentration ne se produit que si les moyens augmentent. Lorsqu'on a peu de moyens, la meilleure manière de les optimiser est d'être petit. Le fait que les structures occitanistes soient plus fractionnées que les structures opérant pour d'autres langues ayant des moyens

considérablement plus importants peut aisément s'expliquer par les lois de puissance qui déterminent l'optimisation des moyens disponibles, et n'est donc pas la cause de la faible efficacité prétendue de ces structures mais, à l'inverse, la conséquence de la faiblesse des moyens alloués. Ainsi, une structuration par concentration des moyens peut s'avérer bonne dans certains cas, et catastrophique dans d'autres. Une attention toute particulière doit donc être portée avec un regard nouveau sur cette question, en utilisant des outils adéquats et non de la terminologie plus chargée de jugement de valeur, comme « saupoudrage (très mauvais) ou « économie d'échelle » (très bon), que de réelle signification en termes d'efficacité réelle.

IEO OPM - contribution au séminaire

(en l'absence de la présidente de l'IEO –OMP, Étienne Roux présente oralement le contenu de la proposition, en reprenant les différents points proposés au vote ; le résumé ci-dessous reprend le document en français transmis par M. Bony, voir également le texte en occitan de la contribution)

La contribution suivante envoyée au séminaire de l'IEO a été votée par l'AG de l'IEO –OPM du 18 novembre 2017 par 78 voix pour, et 1 abstention.

- Faire des Sections Régionales de Fédérations Régionales dédiées à l'animation, à la coordination et au développement d'un réseau d'associations dédiées à l'usage de la langue et à l'organisation d'activités culturelles en occitan.
- Faire un niveau confédéral, un bureau de liaison des Fédérations Régionales qui pourra traiter avec les niveaux de l'Etat, de l'Europe...
- Bâtir un système de répartitions des cotisations qui soit un moteur de développement des adhésions pour les cercles. Sur 30€ : 12€ pour le cercle, 9€ pour la section départementale, 6€ pour la fédération régionale et 3€ pour le confédéral.
- L'application d'une neutralité partisane rigoureuse (non alignement sur aucun parti politique) dans nos actions et notre communication.

Cristian Bonet - Ròtle de l'I.E.O.

(voir texte en français de la contribution ; résumé rédigé par l'auteur)

E per s'esparnhar justament l'essencial es d'escampar pas çò jà bastit, es a dire l'I.E.O. coma parlament natural de nòstra comunautat linguistica, emancipaire e federal, emai se lo podèm melhorar. Per aquò desiri un nivel federal estructurat e fòrt, que tengue d'otisses de gestion e de prevision eficaces per portar los servicis comuns (edicion, desvelopament e formacion, informatica primièrs) e se pòsque atalar ferm a desvelopar nòstras relacions publicas. Aquel enfortiment non se pòt concebre que dins un ligam estrech amb la basa, notadament las seccions despartamentalas, garantas de la presa en compte de l'especificitat territoriala e enfrontadas totas al meteis enjòc de recrutament e d'adraiament del benevolat cap a l'accion comuna. Cal que lo nivèl federal las pòsque sostener tecnicament e politicament. Las quatre seccions regionalas (qu'o son pas vengudas qu'a respèct de las novèlas 'regions programas' de l'Estat, çò que jà na marginaliza Auvèrnhe) demòran un interfaci tecnic util, mas un escalon politic tròp gròs per enfrontar pas a tèrme lo federal a un triumvirat de rivalitats negatiu. Mas si ben son lo nivèl de cooperacion condrech entre tot o partida de sas seccions despartamentalas per la concepcion e la realizacion de projectes collectius mai ambicioses, en ligason amb l'exterior (region programa, federal, Estat, Euròpa).

Ental, la federacion deu avançar cap a çò que son las federacions de tot caire : una fòrça publica reconeguda, capabla de traçar camin per far ausir una paraula sociala e n'obtener los mejans (pas sonque financièrs).

Marc Vidal - de l'IEO à l'ICO ?

(voir texte en français de la contribution ; résumé d'ER d'après les notes de travail)

Développant son idée de « commun » occitan, Marc Vidal propose de faire évoluer l' »Institut d'Études Occitanes » en « Institut des Communs Occitans ». Il constate en effet que l'IEO n'est pas – ou n'est plus – une société savante dédiée à l'étude de la langue et de la culture occitane, mais une association « généraliste », dont les objectifs sont difficiles à définir et le positionnement « généraliste » est souvent mal compris. Pour Marc Vidal, le concept de « commun » unifie tout ce qui concerne l'utilisation, la promotion, la défense de ce « commun ».

Ce « commun » suppose une communauté d'action, et une communauté de valeur. L'action de l'ICO s'inscrit dans une démarche collective de prise en charge du bien commun. Marc Vidal voit dans l'IEO actuel et son organisation en réseau l'embryon d'une communauté d'usage à développer. Ceci suppose de favoriser la vie interne de l'association s'appuyant sur des procédures internes d'autoproduction. Dans cette optique, la mise en place d'un institut de formation interne est un objectif prioritaire.

Ainsi défini, l'ICO reprend toute l'activité de l'IEO et continue à la faire fructifier. L'ICO a pour priorité d'utiliser et promouvoir les biens communs occitans, sans prétendre en être l'héritier. L'ICO est une communauté d'usage (de la langue notamment) et une communauté d'action, organisée en réseau, davantage qu'une communauté politique ou une communauté de valeurs. C'est donc un plébiscite de tous les instants.

L'action de l'ICO est d'abord *interne* en un effort d'accueil, d'intégration et de formation, y compris militante. L'ICO a une mission de mise en réseau et de soutien des structures participantes. Il conserve ses autres missions actuelles (études, éditions, réflexions, créations...).

Il est aussi *externe*, mais dans une moindre mesure, en promouvant la culture oc, en lui donnant de la visibilité, en attirant de nouveaux participants et en dialoguant avec les pouvoirs publics.

L'ICO a vocation à être un lieu de mise en relation (ou au moins d'information) sur les autres acteurs de la culture oc, qu'il s'agisse du monde de l'enseignement, de la recherche, du félibrige, de la création, des nouvelles technologies, des centres culturels... Bref, l'ICO a vocation à créer du lien et à éviter une trop grande dispersion des très nombreux acteurs qui peuvent se reconnaitre dans l'occitanisme.

session 4 : ròtles e organizacion de l'IEO. Rôles et organisation de l'IEO

Synthèse de la discussion collective.

- le premier constat est que, comme l'a souligne JP Becvòrt, la redéfinition du rôle de l'IEO, et sa réorganisation interne, ne peut se faire que par un travail par étape, et ne peut pas se limiter aux discussions internes au séminaire. Les grandes lignes de la discussion sont donc des pistes à explorer et à développer.
- Sur les objectifs « idéaux » de l'IEO, les opinions divergent quant à savoir s'ils sont définis

ou pas. AM Poggio objecte à JP Becvort que ses objectifs sont connus, et ont en particulier été rappelés dans les documents revendicatifs multiples diffusés par l'IEO. Néanmoins, audelà de ces divergences quand à « l'inconnu » des objectifs, un travail de clarification, d'explicitation et de diffusion de ses principes et objectifs généraux est à faire. Un premier travail consiste à compiler les différents documents existants.

- la définition d'une politique linguistique et culturelle en faveur de l'occitan renvoie aux discussions des sessions 1 et 2. Néanmoins, il y a convergence de différentes contributions pour conserver à l'IEO un rôle fondamental dans cette action d'activité de communauté de pratiques linguistiques et culturelles. C'est le cas notamment des contributions de Marc Vidal et de l'IEO-OPM. Néanmoins, il y a des divergences dans la manière de voir comment cela impacte l'organisation interne de l'IEO. La proposition de l'IEO-OMP est basé sur un schéma classique hiérarchique - cercles locaux, sections départementales, sections régionales, IEO Confédéral – alors que la proposition d'organisation de M. Vidal est beaucoup plus concue sous forme de réseau. Quels sont les objectifs de ces différentes propositions, et jusqu'à quels point ces points de vue sont compatibles, demande une analyse plus poussée. Il convient de noter que les statuts de l'IEO sont neutres du point de vue de l'organisation en niveaux hiérarchiques. C'est dans le règlement intérieur que sont précisées les notions de sections locales, départementales, et régionales. Une objection faite à la proposition d'organisation de l'IEO en confédération de sections régionales est qu'elle n'est pas applicable en l'état, au vue de l'organisation administrative des autres régions, et de l'organisation, existante ou pas, des sections régionales dans les régions autres que Occitanie-Pyrénées-Méditerranée.

- un autre point important relatif à l'organisation interne de l'IEO est celle des moyens, de leurs sources, et de leurs répartitions internes. Selon la proposition de M. Vidal, les ressources doivent être essentiellement internes, ce qui suppose une redistribution des ressources au sein du réseau IEO. La proposition de l'IEO-OPM va dans un sens différent, car l'essentiel des ressources de cotisation reste au niveau local ou régional. De plus, comme l'IEO Confédéral n'a, dans le projet de l'IEO-OPM, pas de rôle d'opérateur lui permettant un financement public significatif, le niveau de financement confédéral apparait très faible, même pour remplir les missions qui lui sont définis dans le projet³. Au niveau des moyens, l'impact de l'OPLO, qui regroupe en fait deux régions, NA et OPM, sur l'attribution de moyens publics à l'IEO et les différents éléments de son réseau, crée des disparités importantes entre les différentes sections de l'IEO. En effet, au sein des deux régions concernées par l'OPLO, les situations au sein de l'IEO sont très différentes, et une large partie du territoire occitan n'est pas concerné par l'OPLO. Faire de l'OPLO un acteur central structurant de l'IEO – par le biais de son financement – peut créer au accentuer des disparités de moyens au sien de l'IEO, comme l'ont souligné les représentants des régions autres que NA et OMP, et une marginalisation des zones « périphériques » du territoire occitan. La question de l'articulation entre rôles et moyens au sein de l'ensemble IEO est un point important, que les différentes propositions n'ont pas abordé pour le moment avec des propositions consensuelles.

- Concernant la neutralité politique de l'IEO, point abordé par l'IEO-OPM, les participants ont rappelé leur attachement, d'ailleurs inscrit dans les statuts, à ce principe. Il s'applique à

³ Au vu du nombre d'adhérents à l'IEO, d'environ 2000, la proposition de l'IEO-OPM équivaut à un financement confédéral de 6000 euros.

deux niveaux, celui de l'association, et celui de ces membres. D'une part, l'association en tant que telle ne prend pas de position politique partisane et, d'autre part, tour membre de l'association est libre d'avoir une activité politique de son choix, à partir du moment où elle n'implique pas l'association.

– En conclusion, au-delà de points de divergence entre certaines propositions faites, il n'apparait pas de désaccord fondamental sur le fond, les points principaux de convergence étant (1) l'importance de l'action d'animation de communauté de pratique de l'occitan, (2) l'importance de l'IEO comme acteur « généraliste » porteur d'action et de valeur, (3) l'importance du réseau qu'il constitue et du maillage territoriale qu'il assure, et (4) la nécessité de l'attestation à porter à la vie interne de ce réseau. Il devra nécessairement en découler des modifications dans les pratiques internes de l'IEO et son positionnement vis-àvis des autres acteurs associatifs et institutionnels.

Contributions écrites au séminaire de l'IEO

Joan- Pau Becvòrt – En introduccion del seminari de l'IEO

Quand ai prepausat l'organizacion de seminaris al CA de l'IEO fa 4 ans al mens, aviái a l'esperit 2 objectius :

- 1. Que los membres del CA se conegan milhor per tal de trabalhar milhor cotria, convençut qu'èri qu'al delà dels vejaires variats dels uns e autres, aviam en comun un sòcle ideologic pro fòrt.
- 2. De desvelopar una pensada de fons per l'IEO que non permet pas la tengudas de CA costumièrs mai que tot dedicats a las urgéncias del quotidian. Una soscasissa de fons que permeta a l'IEO de pensar sa globalitat federativa tota causa que fasèm pas jamai per manca de temps.

Èri solide e ne soi tostemps segur, qu'al moment ont ausissèm de criticas de tota mena sus l'IEO en general e l'IEO dit Federal o Nacional en particular, caliá aviar una reflexion collectiva que va dins lo sens de :

- 1. Definir clarament los objectius màgers de l'IEO
- 2. Determinar la politica que vòl l'IEO per aténher aqueles objectius
- 3. Precisar lo ròtle que l'IEO se vòl atribuir dins aquela politica
- 4. Tornar pensar a partir d'aquel ròtle, l'ensemble de la Federacion, e notadament las articulacions entre los diferents nivèls.

Dens las endevenenças que son las nòstras, ausissi sovent de criticas agusadas de tal o tal, a partir de tal o tal escalon de la Federacion, cap al demai. Per jo, soi convençut qu'al delà de las personas qu'an forçadament d'influéncias sus la realitat sensibla, nos cal soscar nòstra Federacion al delà del mond qu'i son encaminats, per escapar als procèsses, rancuras inevitables e nos balhar la nautor capabla de traspassar los enjòcs fondamentals. De mai, se de punts de nòstra realitat de uèi son redde criticablas, son per jo la resultanta de l'accion de l'ensemble federatiu que dins un contèxte de professionalizacion d'aquels darrèr 20 ans s'a degut organizar pragmaticament son quotidian sens gaitar gaire o insufisentament la resta del malhum. Nòstra situacion d'ara amb sas fòrças e sas feblesas e la eissida d'una responsablitat collectiva!

Aquelas precaucions necessàrias enonciadas, me sembla per ara urgent de respondre als punts qu'ai listats, sens culbabilitat briga, mas sens cap tabós tanpauc. Los seminaris tal coma los aviái pensats, nos devián permetre d'anticipar sus la realitat, considèri que ara la realitat nos a despassat dins la remesa en causa de l'IEO, e que sèm dins una urgéncia que demanda umilitat, e volontat ferotja d'escotar e d'entendre l'autre, per tal de definir un posicionament de l'IEO que fasca consensus.

Joan-Pau Becvort

Christian Bonnet - Avenidor de l'occitan et l'Institut

Avenidor

Il est clair que notre langue est radicalement menacée. Cet état de fait n'est évidemment pas imputable à l'effort de défense tenté par l'occitanisme. Mais cet effort ne

peut suffire à stopper la désocialisation de notre langue, processus résultant de facteurs socio-économiques et culturels combinés, anciens, puissants sur lesquels notre prise de minorité agissante est faible.

Remarque: l'occitanisme n'a donc pas lieu de culpabiliser par rapport à ses actions. Les insuffisances qu'on pourrait lui imputer n'ont qu'un effet marginal sur la défense obtenue au regard de l'absence de défense. Le parallèle est manifeste avec la question écologique. Les déchirements internes, évidemment contre-productifs, ne constituent pas la cause de notre faiblesse, en sont parfois la conséquence, sont aussi gage de vitalité. Il faut ici aussi les négocier. L'autocritique offre un recul par rapport à l'action, non un substitut; ce que disent les termes mêmes de notre devise. Nous n'avons pas à baisser les yeux devant nos résultats : l'I. E. O. moins que quiconque.

Les facteurs ou forces qui menacent aujourd'hui notre langue ont largement évolué, des menaces nouvelles s'ajoutent aux fragilisations antérieures. Pour mieux enrayer ces fragilisations et imaginer de nouvelles parades, il faut cerner plus précisément ces facteurs et leur impact sur notre communauté linguistique et son environnement. Il faut à notre tour renouveler nos analyses pour améliorer les modalités de notre défense. C'est le sens de cette contribution.

Ont ne sèm?

Cette question est à double entrée : où en est la langue et sa communauté linguistique ; où en est l'occitanisme ? Bien que plongés dans l'action de la seconde, la première question doit aujourd'hui mieux retenir notre attention.

Notre communauté linguistique est devenue fortement minoritaire dans son environnement. Le phénomène est humainement écrasant : avec la disparition des générations occitanophones, la compétence linguistique passive des générations descendantes a beaucoup décliné, affaiblissant d'autant l'interaction avec le reste de la communauté parlante et la réceptivité globale des thèmes occitans. L'exode socio professionnel autochtone n'a pas cessé, et s'il touche désormais un vivier plus désoccitanisé, la proportion incluse de locuteurs actifs et passifs reste une perte sèche. On ne dispose pas d'évaluations chiffrées. Comment savoir si le nombre des prises de conscience linguistique en situation d'exil (qui fut un de nos viviers) évolue parmi ces derniers? Les migrations entrantes cumulées (française, européenne, extra-européenne) ont augmenté, se sont concentrées géographiquement en zone urbaine (où notre langue est publiquement absente) et font souche sans s'acculturer, alors que les migrations intra-occitanes, par leur désoccitanisation linguistique, contribuent à en renforcer l'effet déculturant.

Ce constat sans appel explique l'affaiblissement de notre audience sous l'angle même qui en avait fait la force dans la seconde moitié du XXème siècle : l'empathie due à l'évidence. Comment faire appel à l'évidence même passive (l'accent) de la langue et des modes de vie qu'elle permet de nommer, quand ceux-ci disparaissent, jusque dans le milieu rural qui en constituait le sanctuaire : hommes, modes culturaux, solidarités territoriales. Le progrès d'audience que nous avons connu dans ces décennies a eu lieu dans une période de survie de bases sociales aujourd'hui disparues. La difficulté n'est plus seulement d'être minoritaires numériquement, mais, au sens propre, de ne plus parler la même langue que la société. Celle-ci évolue de façon si profonde et si rapide que le français lui-même n'y suffit plus. Nous savons parfaitement que les sociétés européennes sont fragilisées jusque dans leurs fondements. La place qu'y prend l'imaginaire (évasion par l'image) y brouille la

rationalité, même dans la verbalisation (expression au moyen d'une langue, la nôtre n'y échappant pas). Pour l'empathie, la jeunesse n'est plus spontanément sur notre longueur d'onde, du moins pas sans un remue-méninges préalable que peu de lieux dispensent.

Il est donc vital de **revoir les termes de notre appel** au public. Pas le changer, mais en élargir l'acception. Notre discours traditionnel par empathie reste pertinent pour une part encore substantielle du public (cf. succès de l'exposition *Paraulas de país* de notre section Auvergne) et nous n'avons rien à renier de ses thèmes ni termes. Ils furent ceux des générations enseignantes d'après-guerre, didactiques et émancipateurs, or nous restons durement confrontés à l'inculture et à la massification. Toutefois les horizons mentaux dans lesquels ce discours était pertinent se sont élargis dans une proportion au moins aussi considérable que notre recul linguistique. D'immenses préoccupations nouvelles se sont imposées dans l'esprit public avec la mondialisation et l'électronique, cependant que le civisme et l'humanisme (qui constituaient nos présupposés) se sont atomisés dans l'opinion. Il faut dégager les nouvelles formulations propres à **rendre recevable notre message** parmi nos compatriotes, autochtones ou non, sensibilisés ou pas, en élargir la portée sous de nouveaux angles. A cet égard, la qualité du message importe plus que le niveau de médiatisation que nous pourrons atteindre. Je ne vois pas d'enceinte plus appropriée que l'IEO. pour cette réflexion.

Que volèm far?

Le fond de la réponse est simple : nous voulons accroître notre communauté linguistique. Le recyclage des locuteurs passifs n'étant plus la panacée, il s'agit donc de motiver des non occitanophones à accomplir le geste (essentiellement gratuit) d'apprendre une langue à eux étrangère. Or l'on ne « fabrique » pas de néo locuteurs sur commande. Il faut une offre appropriée et effective de services didactiques, mais il faut surtout susciter une appétence dédiée : donner envie d'occitan. A qui ? Chacun comprend qu'il faut donner envie à beaucoup pour décider quelques uns ; autrement dit sensibiliser largement l'opinion pour gagner quelque public.

Le premier point passe par la représentation que l'opinion se fait de notre langue et du statut qui peut lui être accordé. Nous avons de nombreux arguments à faire valoir : quels sont donc ceux qui obtiendraient la plus large audience de consensus, auront la meilleure force de conviction d'engagement ? Quelle hiérarchie, quels éléments de langage, quelle image des objectifs de l'IEO. pour mieux convaincre l'opinion ?

S'agissant du ou plutôt des publics, notre attractivité culturelle et l'offre correspondante, se trouvent en (forte) concurrence avec quantité d'autres. Elles doivent donc être **déclinées de façon segmentée**: Quel est le bon message pour les seniors, les actifs, les ados (urbains notamment); pour l'enfance, les professionnels, les précaires; pour l'homme, la femme, les handicapés; pour la formation, le sport, le loisir? L'effort esquissé dans ce sens doit être poursuivi, a fortiori si nous gagnons en audience.

Enfin dans une société noyée sous un torrent d'informations, quelles voies de pénétration (professionnelles ou non) et quels médias (publics ou privés) choisir pour atteindre ces publics, selon quelles stratégies ? Et naturellement quel financement pour le concrétiser ?

Je souhaite que nous oeuvrions en ce sens.

L'Institut

Pour être liés, son rôle et son organisation me semblent devoir être traités de façon distincte. En effet le rôle que nous assignons à l'IEO n'est pas né de la dernière pluie. Il est le résultat d'une longue histoire revendicative dont la littérature d'oc offre le registre. Il est le fruit de notre propre combat depuis 1945 (dont l'utilité publique). Il est indissociable de l'exigence éthique d'émancipation de notre communauté linguistique. Le fil à couper le beurre étant déjà inventé, faire table rase du passé serait hors de prix. Si nous devons innover, c'est pour adapter notre mode d'action au contexte, non pour changer l'instrument.

Dès avant sa création, l'IEO. s'est avéré la conscience de l'occitanité, et la conscience ne se partage pas. La langue non plus, en dépit d'hydres toujours malveillantes. Je suis donc partisan d'un organisme unitaire, dont la dimension fédérale soit une souplesse pour l'action de terrain (car notre espace est vaste et pas aisé à parcourir), mais qui ne puisse jamais voir son unité morale mise en cause. A la réserve de quelques points techniques des statuts, je souhaite le maintien du système fédéral actuel à trois niveaux, dont gagneraient cependant être précisées les solidarités, sans complications confédérales. Pour le cas de l'Auvergne, le « tour de la fédération » régionale est bref : trois départements. Dans la Région programme Auvergne-RhAlpes, il est aussi court : 2 sections régionales, mais seulement 5 départementales ; et qui pis est difficilement unifiables (combien d'entre vous se seraient lancés ce matin sur nos routes de montagne pour venir ici dans la neige ?). Il nous faut un fédéral robuste qui nous épaule (face à un pouvoir régional extérieur), non un confédéral éclaté dont nous ne serions que les confettis égarés.

L'important, pour l'avenir souhaité en I, est des moyens que nous devons nous donner. Nous avons assez bien réussi pour les services (en direction des publics), même s'il reste à faire. La remise en selle d'Ideco est prometteuse. Il faut maintenant passer à la médiatisation, à l'instar des ONG. : juridique, sociologique, culturelle, au moyen d'un staff dédié compétant, amplifiant les heureuses initiatives d'Alexis Quentin, afin de réclamer des comptes et placer les institutions et acteurs politiques devant leurs responsabilités. Ceci nous aiderait à passer du lobbying politique (où sans contreparties, nous avons peu de chance) à un interventionnisme public et médiatisé, comme il en va pour les femmes et divers mouvements revendicatifs, déclinable localement. Pourquoi pas des « manifestations participatives » thématiques, synchronisées sur tout le territoire, avec usage de symboles voyants ? Le recrutement se fait aussi dans l'action, pour peu que celle-ci soit conviviale et à la portée du néophyte. Ceci renforcerait l'autorité et la compétence du CA., qui a lieu d'être la tête pensante et l'initiateur de nos activités.

Le niveau fédéral national, n'a pas à être un 'open store', instrument convoité des sections, mais le coordonnateur d'une action panoccitane en capacité d'impulsions décisives. Si le cœur de notre rôle est de développer le nombre de nos locuteurs, il faut disposer d'une force opérationnelle de niveau professionnel en capacité d'intervenir selon nos objectifs en direction de la sphère publique et des acteurs sociaux, et en appui pour nos échelons locaux. Aussi serait-il à envisager que la cotisation au niveau fédéral reçoive pour assiette, au lieu d'une part fixe de cotisations d'un total forcément dérisoire, un taux proportionnel au volume du budget des sections.

Cristian Bonet

Tederic Cahuzac – Quin aviéner per l'occitan?

president de l'IEO Aquitània (anciana Region Aquitània), de l'IEO Gironda e de l'IEO Lanas

1. Precisions de vocabulari

L'occitan n'existeish pas coma lenga uniformizada, mes com ua familha de lengas (o de dialèctes segon los punts de vista deus linguistas), divèrsas mes mei o mensh pròchas.

Per nosautes en **Aquitània**, on lo gascon qu'es la lenga istorica deu departament de las Lanas (com lo Gèrs o los Pirenèus Nauts), mes tanben majoritària en Gironda, segon los punts de vista deus linguistas, lo gascon qu'es considerat com ua lenga diferenta de l'occitan, partida de l'ensemble « occitano-roman » dab lo catalan e l'occitan (véder Pèir Bec, o la carta perpausada per « las seccions Bearn-Gasconha » de l'IEO en 1969), o com ua familha de parlars hasent partida de l'occitan.

L'Occitània qu'existeish dempuish lo 24 de junh de 2016. Qu'es ua navèra Region administrativa de la Republica francesa. Com entitat administrativa, qu'es lo purmèr còp de l'Istòria umana.

Com s'emplega lo mòt de « francofonia » entà designar tots los grops umans qu'emplegan la lenga francesa (o lo dialècte francian de la familha lenga d'oïl, segon los linguistas), que m'agrada miélher d'emplegar l'expression « occitanofonia » entà designar las tèrras sus las quaus l'occitan (o las lengas qu'emplegan lo mòt òc) estó la lenga istoricament emplegada de faiçon majoritària enter los sègles VIII e XX.

2. Consideracions generaus sus l'aviéner de l'occitan

a) ua tòca màger

La tòca màger que'm sembla estar la de la transmission de generacions a generacions. Transméter en latin que's dit « tradere », qu'a balhat tradicion, un objècte que cambia au hiu deu temps, com las recèrcas etnograficas ac pròvan.

Quinas son las « tradicions » que volem transméter a la generacion seguenta, e com?

Ua lenga com expression d'ua faiçon particulara d' « abordar » lo monde, mes pas solament : tipes especifics de sociabilitat (rapòrt a la tèrra, a l'ostau, codina, espòrts, hèstas...), de solidaritats, de lectura de l'istòria, tot aquò que pòt constituir ua identitat populara partatjada e consensuau.

b) duas condicions màgers

1. l'ensenhament dens la lenga

Que'm sembla qu'avem déjà ganhat, au mensh en partida, la batalha de la « demanda sociau » de cap aus parents joens. Nos cau avançar de cap a la generalizacion de l'ensenhament bilingue sus tota l' »occitanofonia » peus dròlles, dab, a cort tèrme, un esfòrç prioritari de tots entà trobar los regents que mancan a l'òra d'ara pertot. Plan segur, l'ensenhament dens la lenga, se deu començar en primària, deu beneficiar de cordèras blinguas dinc a la fin deu segondari.

Lo desvolopament de competéncias linguisticas pertòca tanben los adultes, notadament los parents d'escolans que vòlen acompanhar lors dròlles.

2. La socializacion de la lenga:

Quauquas annadas a, qu'estó presentat au foròm de las lengas de França de Lengon lo bilanç de l'Ofici Public de la Lenga Basca. Los joens qu'aprenèvan lo basco a l'escòla n'emplegavan pas gaire lo basco dens la vita vitanta e las orientacions de l'OPLB qu'avèvan coma mira la creacion d'escadenças d'emplec deu basco peus joens.

L'invencion de navèras escadenças d'emplec de la lenga que's essenciau, dab, com punts de supòrts prioritaris los elements de la cultura populara que volem transméter a las generacions que vienen, plan segur revisitadas per eras (exemple recent : lo partenariat Educacion nacionau-Federacion Francesa de la Corsa Landesa, completat per l'edicion deu guida de la Carsa landesa en partenariat enter l'IEO e la FFCL).

c) Quauques enjòcs

- 1. Enjòcs pertocant l'ensenhament dens la lenga
- la reduccion de l'escart enter la lenga parlada a l'escòla e la lenga deus darrèrs locutors deu parçan : qu'es catastrofic quan lo dròlle, arribat en çò deus sons grans, content de parlar en « patoés », s'enten respóner peus grans : « mes tu, que parlas occitan, ne parlas pas com nosautes », o enqüèra : « ne te comprenem pas »... Nos cau demandar au minímum a l'Educacion nacionau e a la Federacion de las calandretas d'enviar professors locutors de gascon dens l'aira gasconofòna, de lengadocian dens l'aira lengadocianofòna, etc. E ajudar los navèths professors a descobrir las particularitats deu(s) parlar(s) deu parçan on tribalhan...
- aumentar las candidaturas de professors : degun ne hè vertaderament aqueste tribalh. E totun qu'es essenciau pr'amor que, a cada obertura de site bilingue, qu'am tota ua dinamica possibla a l'entorn de l'occitan...
- la formacion pedagogica e linguistica deus professors de cors per adultes : tròp de cors on los aprenents ne son pas briga capables d'escambiar en occitan dens la vita vitanta au cap de 3, 4 5 ans... !!! Ne cau pas parlar cors de lenga quauquarren com aquò !
- 2. Enjòcs pertocant la socializacion de la lenga
- lo sosten a la produccion e a la difusion culturau, notadament peus joens, e en particular dens las programacions publicas (e pas solament las programacions associativas e benevòlas)
- la causida deus elements de cultura que son constitutius de l'indentitat, e la recercas de collaboracion dab los denfensors d'aquestes elements (dab l'introduccion de la dimension bilingua) (ex. La corsa landesa, las quilhas, la codina, las hèstas...)

Tederic Cahuzac

Tederic Cahuzac – Ròtles e organizacion de l'IEO

1.Ròtles de l'IEO

« L'IEO a pour but le maintien, la promotion et le développement de la langue et de la culture occitanes » segon les estatuts tipes perpausats per la creacion d'ua seccion departamentau...

A) Abans-díser

Ne soi pas capable de respóner a la question deus ròtles en generau, pr'amor que, com peus centres de lésers peus quaus los poders publics que remplacèn las associacions d'educacion populara, los poders publics que començan de remplaçar aquí o ailà las associacions, directament (Educacion nacionau) o per l'intermediari d'operators (INOC, CPLO, CFPO, Òc Bi, ...). E donc, los ròtles de l'IEO entà arribar a sa tòca son diferents d'un parçan a l'aute.

En dehòra d'aquò, la decision d'embauchar, o pas, professionaus dab competéncias cambia de faiçon pregonda la responsabilitat deus administrators benevòles e la question de lors competéncias e de lor temps de tribalh benevòle.

Qu'evòqui aquò pr'amor que, en Gironda, que vienem de víver :

- un procès aus Prod'òmis perdut a l'IEO Gironda (mei de 5 000€)
- la pèrta deu locau shens solucion de remplacament a l'IEO Gironda
- la demission deus salariats de l'IEO Aquitània e la barradura de hèit d'aquesta seccion regionau, per manca de benevòles entà préner la seguida
- ...e, en consecuéncia, la necessitat peus administrators benevòles de l'IEO Gironda de sauvar los cors per adultes que podèva...tot en contunhar lo hestenau cultura Mascaret... dab sonque benevòles.

En Òlt e Garona o dens las Lanas, la situacion de las seccions departamentaus de l'IEO qu'es tanben hòrt fragila, dab pauc de benevòles.

En Aquitània, ne nos i èm pas jamei escaduts d'aver ua dinamica regionau dab tribalh en comun deus departamentaus enter eths... e la caduda de l'IEO Aquitània, adara en som dempuish mei d'un an, nos deu balhar quauques ensenhaments sus çò que ne cau pas reprodusir a l'aviéner.

B) Ròtles possibles de l'IEO

Mantien, promocion e desvolopament de la lenga e de la cultura occitanas, tot aquò que balha a l'IEO ua vocacion « generalista », o, mei pejoratiu, de « tòca-tot ».

1. L'ensenhament dens la lenga

a) ensenhament iniciau

Se prenem au seriós la tòca deu « desvolopament de la lenga », l'IEO que deu s'aucupar de l'ensenhament iniciau, qu'es, de mon punt de vista, la prioritat màger.

Ensenhament public

En Navèra Aquitània dempuish quauquas annadas com en Occitània a partir de genèr de 2018, la nòsta partenària purmèra per l'ensenhament public qu'es Òc Bi (Clamenç Flouroux e Clamenç Pech).

- trobar parents de mainatges en atge de l'escòla mairau interessats per ua escolaritat bilingüa, regents e directors d'escòlas interessats, Màgers candidats...e passar lo relai a Òc Bi, tiéner compte de las prioritats elaboradas enter Òc Bi, l'OPLO e l'EN (ex. ahortir o crear ua cordèra bilingüa de la mairau au licèu).
- acompanhar las oberturas de sites bilingues dab accions de socializacion (ex. Lo Boscat en Gironda dab lo hestenau Mascaret de l'IEO 33).

- e sustot, en 2017, participar a ua campanha massiu d'apèr a candidaturas de futurs professors de las escòlas (5 recebuts per 19 pòstes auhèrts au concors peu Rectorat de Bordèu en 2017) pertot en occitanofonia. Notadament entà redusir l'escart enter la lenga emplegada a l'escòla e la lenga emplegada en lo parçan (que pareish qu'es lo lengadocian qu'es emplegat en secot gascon au Mureth e a Sent-Lis!!!), e tanben entà redusir las mauescadudas (gasconofòne, qu'estoi nommat regent en 2012 en sector lengadocian shens saber parlar la lenga locau de l'agenés... Que demissionèi!).

Per las autas partidas de l'occitanofonia, ne coneishi pas la situacion, lo ròtle de l'IEO pòt estazr mei gran e remplaçar Òc Bi a còps...

-Ensenhament privat

Per l'ensenhament immersiu, ajudar la federacion de las calandretas (ensenhament associatiu laïc) a :

- obrir navèras escòlas (çò que hasom en Gironda dab las comunas de Peçac e de Barsac) : trobar parents volontaris, locaus...
- se finançar (ex. 2 eveniments de sosten pedent lo hestenau Mascaret 2017 en Gironda)
- autes mòdes d'ensenhament privat : com en Euskadi on las *escòlas catolicas* e son hòrt presentas dens l'ensenhament bilingue, l'IEO qu'a un ròtle important entà las sensibilizar (ne coneishi pas nat exemple reüssit)

b) formacion deus adultes

Que cau que los dròlles posquin enténer e parlar la lenga en dehòra de l'escòla. L'IEO que deu poder respóner en purmèr a las demandas deus parents d'escolans en cordèras bilingüas, directament o en passar per organismes de formacion com los CFPO per exemple.

Dab objectius (e donc mejans) **qualitatius**: au cap d'un an, que cau perméter aus aprenents d'estar locutors, au mensh per la vitat vitanta.

L'enjòc de formacion deus professors qu'es un enjòc màger se volem aver locutors vertaders.

2) socializacion de la lenga

En generau, qu'es quauquarren que las seccions de l'IEO e l'IEO federau saben har, e ne hèn sovent un haish... hèstas, repaish, animacions peri-escolaras de « cultura occitana », eveniments culturaus, emissions dens los mèdias, obradèrs de paraulas (cafès gascons...), de còps hestenaus (Orlhac dab las Rapatonadas, Tolosa dab Occitania, Bordèu dab Mascaret)... Daubuns que produsen filmes (Eths de Bigòrra...) o editan libes (IEO Lemosin, IEO 33 hòrt rarament... e plan segur IDECO), que pòden participar a la socializacion : projeccions dens l'encastre de la Mòstra, presentacion d'autors (ex. M. Chapduelh au darrèr hestenau Mascaret). Tot aquò qu'es plan.

Se i a prioritats de har, en foncion deus mejans, que'm sembla que la prioritat e deu anar a la socializacion de la lenga e de la cultura occitana a l'entorn deus sites bilingues. Mes que seré ua societat dens la quau la transmission de la lenga e de la cultura e seré « portada » unicament per lo mitan associatiu ?

Un ròtle de l'IEO que pòt estar (e que deu estar, de mon punt de vista) de demandar aus poders publics de tornar préner a lor compte las iniciativas associativas :

- programacion publica d'eveniments culturaus en o dab l'occitanofonia ;

- animacions peri-escolaras dab elements de cultura e de lenga;
- sosten aus artistas e aus creators.

Enfin, entà har « la promocion e lo desvolopament de la cultura occitana », que cau identificar los elements prioritaris de la cultura que volem transméter a las generacions que vienen.

Un còp aquestes elements prioritaris de la cultura identificats, lo ròtle de l'IEO que'm sembla estar en purmèr de cercar partenariats dab partenaris que s'i hèn déjà entà transméter aquestes elements (ex. recent en Gironda: la Confrérie rabelaisienne), o de suscitar e sostiéner d'autes partenariats (ex. lo partenariat enter las Inspeccions d'Acadèmia de las Lanas e deu Gèrs e la Federacion Francesa de la Corsa Landesa entà perpausar a milierats d'escolans ua iniciacion a la corsa landesa dab l'emplec de la lenga gascona, dempuish quauquas annadas).

Ne seràn pas tots los medishs segon los parçans. E aquí que'm sembla que l'IEO e deu préner en compte la diversitat de l'occitanofonia, com l'ac hasó recentament en editar un guida de la corsa landesa en gascon. En l'aira gasconofòna, qu'avem déjà identificat fòrmas particularas de tauromaquia, de jòcs (ex. las quilhas), de musicas, de gastronomia, da caças, etc.).

Per çò que pertòca la gasconofonia, que'm sembla que hè hrèita d'ua coordinacion enter las seccions gasconas de l'IEO pr'amor que, com l'ac avem vist mei haut per la corsa landesa, que i a caracteristicas comunas, de còps a tota, de còps a ua grana partida de la gasconofonia (evidentament dens la construccion de la lenga gascona, mes tanben dens l'Istòria, las circonscripcions politicas e religiosas, lo biais de har la hèsta, de véder l'Ostau de la familha, lo sistema d'eretatge, l'istòria comuna dab los Bascos...).

Que demòra la question de la reivindicacion collectiva, tostemps necessària, que'm sembla déver estar coordonada au nivèu federau, dab los nòstes partenaris.

2. Organizacion de l'IEO

Qu'avem tostemps hrèita d'aver ua organizacion capabla de perpausar a cada nivèu deus poders publics ua representacion. Donc las seccions, departamentaus e regionaus que son utilas.

Lo nivèu regionau que'm sembla hòrt malaisit quan las seccions departamentaus son hòrt fragilas... Mes qu'avem hrèita tanben d'aver ua possibilitat de coordinacion en foncion de la diversitat linguistica de l'occitanofonia (véder mei haut peu gascon).

L'articulacion dab lo nivèu federau que'm sembla déver estar melhorat, en particular lo ligam enter lo president de l'IEO federau (dab lo burèu) e los presidents de la sseccions departamentaus, entà poder « concientisar » las seccions departamentaus a las realitats e aus enjòcs que pertòca l'IEO federau.

Per qué pas organizar ua alternància tot dus ans enter ua amassada generau federau de l'IEO dab lo vòte de las orientacions federau per 2 ans, e ua mena de « conferéncia deus presidents » entà :

- associar de faiçon mei fòrta las seccions a las accions de l'IEO federau
- perméter los escambis d'experiéncias enter eths, e la coordinacion eventuau d'accions interdepartamentaus (e pas forçadament aus nivèus regionaus, mes tanben au nivèu deus dialèctes...).

En tot cas, l'experiéncia de collaboracion enter la federacion e ua seccion locau o departamentau qu'es hòrt utile.

Tederic Cahuzac

Etienne Roux – L'Occitanie, la langue et le territoire

Préambule

Ce texte a pour propos de présenter des éléments de réflexion sur les actions occitanistes. Il s'inscrit dans la suite du travail de réflexion collective engagée lors des deux premiers séminaires du conseil d'administration de l'IEO de Carcassonne, dont l'objectif est d'approfondir la réflexion au sein de l'IEO sur les actions à mener par l'association, à la fois comme opérateur linguistique et culturel et comme porteur de revendications. Il se nourrit aussi des discussions qui ont lieu lors des réunions du CA. Plus que de mieux définir ce que nous voulons, l'objectif de ce travail est de mieux préciser ce que nous pouvons. Il part en effet du constat de l'existence d'une frustration au sein du mouvement associatif occitaniste – frustration qui avait été le premier constat des Assises des langues de France, grande messe organisée par la DGLFLF il y a quelques années – associée au sentiment d'urgence pour la langue. Or, cette frustration et ce sentiment de faillite nous empêchent bien souvent de voir la réussite du mouvement occitaniste sur le demi-siècle passé, d'analyser avec justesse des causes de cette faillite, s'il en est, et d'orienter au mieux nos actions selon nos possibilités. Le propos vise donc à donner plus d'opérationnalité à la devise de l'IEO « la fe sens òbra mòrta es ».

Ce document, dans son état actuel, est incomplet et transitoire et, s'il vise à l'objectivité, il se construit sur une expérience personnelle forcément fragmentaire. Ainsi les références et les citations citées sont à vérifier, les chiffres indiqués donnés de mémoire, et la plupart des exemples venant de ce que je connais le mieux, c'est-à-dire la situation en Aquitaine, sont par conséquent biaisés. Je puise bien entendu dans mon expérience de militant occitaniste, mais également dans mon expérience professionnelle et personnelle au delà de l'occitanisme. Si je suis réticent à la transposition au problème occitan de « modèles » extérieurs – un point que je discute plus loin – je pratique par contre un opportunisme de concepts, qui consiste à considérer que tout outil d'analyse, quelle que soit son origine, est bon à prendre s'il permet de mieux agir en faveur de la langue et de la culture occitane. Dans ce document, j'indique un certain nombre de travaux à faire, mais je ne les ai pas faits. Ainsi construit, ce document manque à tous les standards d'une production intellectuelle valide. Ce document n'est pas un « produit fini » ; il n'est qu'un simple outil proposé en vue d'une meilleure efficacité de l'action occitaniste.

Le sentiment de frustration que le mouvement occitaniste ressent, et que le slogan « n'i a pro d'èsser mespresats » illustre, est fondamentalement basé d'une part sur le fait que la reconnaissance de la langue et de la culture occitanes est désespérément faible en France et, d'autre part, sur la situation d'urgence relative à la langue occitane dont le nombre de locuteurs décroit au fur et à mesure que le temps emporte les générations les plus âgées, faute d'un taux de transmission intergénérationnelle suffisant. Ces constats sont vrais. C'est ce que j'appelle l'échec de la réoccitanisation. La question est : que pouvons-nous faire ?

Une des tentations est le discours maximaliste, mais le discours maximaliste coupé de la réalité sociétale n'est que l'illusion verbale de forcer un destin contraire, et non un moyen

effectif de forcer ce destin. Quelle que soit le jugement de fond que l'on puisse porter sur ce discours, je n'y vois aucune efficacité pratique, mis à part le fait que certains peuvent y trouver une source de motivation. Je trouve plus efficace de puiser sa motivation dans des objectifs atteignables et j'affirme au contraire la nécessité de définir des objectifs minimalistes, ce que j'ai appelé le « kit de survie » de la langue et de la culture occitanes. C'est l'objectif de la deuxième partie de ce document.

Auparavant, je voudrais préciser brièvement ce que nous savons. En effet, une autre idée très présente dans l'occitanisme est que nous manquons de réflexion et d'échange démocratique, et qu'il nous faut donc multiplier forum et colloques pour « penser » ou « repenser » l'occitanisme, comme si, depuis 70 ans que l'IEO existe (pour prendre un repère fondateur interne), l'occitanisme n'avait pas arrêté de mener une réflexion sur lui-même. Un des effets pervers de ce discours est d'amener à croire que l'occitanisme ne sait pas vraiment ce qu'il veut et « navigue à vue » ; un autre effet pervers est de croire que ce supposé manque d'analyse théorique est une des causes de l'échec de la réoccitanisation. Or, ce n'est pas parce que des idées directrices ne sont pas formulées de manière académique ou tribunicienne qu'elles n'existent pas. Mon idée est que le mouvement occitanisme sait en réalité très bien ce qu'il veut et connait très bien les moyens d'y arriver. Le seul problème est que les moyens nécessaires ne sont pas disponibles, et ne le seront pas dans les dix ou les vingt ans qui viennent, et ce pour des raisons largement indépendantes du mouvement occitaniste lui-même.

Ce que nous savons

Mon point de vue est que, pour l'essentiel, (1) nous savons ce qu'est l'occitan et l'Occitanie, (2) nous savons ce que nous voulons pour l'occitan et pour l'Occitanie, et (3) nous savons ce qu'il faut faire pour avoir ce que nous voulons. Or, nous avons souvent l'impression du contraire et nous perdons du temps et de l'énergie à vouloir revenir sur ces questions que nous considérons comme non résolues alors qu'elles le sont.

nous savons ce qu'est l'Occitanie, géographiquement, historiquement, linguistiquement, culturellement. L'Occitanie, nous la définissons tout simplement comme l'espace sur lequel la langue occitane est historiquement – et jusqu'à la période actuelle – présente. C'est, pour reprendre l'expression de Pierre Bec dans La lanque occitane, une « linguie ». Cette définition est d'ailleurs unanimement reconnue, même par ceux qui la critiquent, car les opposants au concept d'Occitanie, que ce soient les provençalistes, béarnistes et autres fragmenteurs de l'Occitanie, ou les nationalistes français, ne construisent leurs critiquent que négativement par rapport à ce que nous appelons Occitanie. Quantité de documents attestent de cette connaissance – ouvrages scientifiques, documents pédagogiques, cartes, etc. - et la parution il y a quelques années du numéro spécial du magazine Géo en est un exemple. L'histoire de l'Occitanie, nous la connaissons aussi, si nous la définissons comme l'histoire du territoire occitan, et nous savons aussi ce qu'est la culture occitane. Certes, si l'on me demande de définir la culture occitane ; j'en suis incapable. Certes, des pans entiers de l'histoire occitane sont inconnus ou méconnus ; certes, les limites précises du territoire historiquement occitan seront toujours l'objet de discussions linguistiques.

En disant que nous savons ce qu'est l'Occitanie, je ne veux pas dire (1) que nous savons tout et que toute recherche linguistique, historique, sociologique, etc. est close (2) ni que nous sommes capables de tout définir. Je veux dire par là que nous en savons assez pour

avoir une idée suffisamment précise du concept d'Occitanie pour que celui-ci soit opérationnel. Pour ce qui est des définitions, le fait que nous ne soyons pas capables de définir ce qu'est la culture occitane n'est pas une objection valide au fait que cette culture existe. Une notion peut être très claire et pour autant très difficile à définir. Or, comme l'a dit Karl Popper, ce qui suffit, et ce qui importe, c'est d'avoir une définition qui permette de savoir de quoi on parle. Pour prendre un exemple dans mon domaine professionnel, donner une définition de la vie est extrêmement compliqué, et toute définition proposée est toujours plus restrictive de ce qu'est la vie. Autrement dit, définir la vie ne nous dit strictement rien de ce qu'est la vie ; et cela n'empêche pas d'avoir une idée assez claire de ce qu'est la vie, et, surtout, les biologistes n'ont que faire d'une définition de la vie pour l'étudier. Ce qu'ont montré nos discussions lors du séminaire de Carcassonne est que nous avons un sentiment et une conception assez précis et partagés de ce qu'est l'Occitanie. Quand je dis que nous savons ce qu'est l'Occitanie, géographiquement, historiquement et culturellement, je veux dire que nous n'avons pas plus de difficulté à définir les dimensions géographiques, historiques et culturelles de l'Occitanie que nous n'en avons à définir ce qu'est (pour prendre l'exemple d'une linguie francophone) la Francophonie ; je dirais même moins. Si on nous demande ce qu'est en soi la culture occitane, nous aurons effectivement du mal à en donner une définition, sauf au risque de tomber dans des ethnotypes caricaturaux. Mais si on nous demande une définition opérationnelle, par exemple ce qu'il faudrait enseigner à l'école concernant l'Occitanie, là, nous aurions beaucoup moins de difficulté, car former à la culture occitane (au sens large) est justement ce que le mouvement occitaniste fait depuis longtemps. Autrement dit, nous savons suffisamment ce qu'est l'Occitanie, géographiquement, historiquement, linguistiquement, culturellement pour être opérationnel. Pour être plus efficace, il faut donc non pas affiner cette définition mais l'utiliser de façon plus efficace.

- Nous savons ce qu'est l'occitan.

Je ne redirai pas ce que j'ai dit pour l'Occitanie. Nous savons ce qu'est l'occitan au même titre que nous savons ce qu'est le français, le gallois ou l'espagnol. Nous savons aussi que l'occitan actuel, comme médium d'expression et de communication, est opérationnel. En effet, grâce au travail de codification orthographique et une standardisation linguistique de facto, l'occitan est socialisable, à défaut d'être socialisé, dans la société contemporaine. Je précise que j'utilise le terme standardisation et normalisation au sens français des termes standard et norme (et donc je n'utilise pas la terminologie normalisation/normativisation issue essentiellement de la sociolinguistique catalane). « Dans l'industrie, l'économie ou les services, une norme est un ensemble de règles de conformité ou de fonctionnement légiféré par un organisme de normalisation mandaté, comme l'ISO au niveau international, l'UIT, l'AFNOR, tandis qu'un standard est un ensemble de recommandations ou de préférences préconisées par un groupe d'utilisateurs caractéristiques et avisés. » En ce sens, j'entends par « standardisation linguistique de facto » le fait que, par l'action combinée des linguistes et des utilisateurs de la langue occitane dans des situations que l'on peut dire de « microsocialisation », l'occitan s'est adapté aux diverses situations de communication moderne sans pour autant s'être coupé de ses pratiques « héritées », comme dit Patrick Sauzet. En réalité, l'occitan actuel, dans ses formes orales et écrites selon les principes de la graphie normalisée, n'est pas la produit de l'activité des linguistes travaillant sur un matériau linguistique (schéma qui est en réalité le schéma dominant sur lequel est fondée la place (auto)attribuée aux « codificators indefugibles » et aux organismes de régulation de la langue, conçus comme des prescripteurs de normes), mais est une co-construction des linguistes et des locuteurs, (pour une discussion sur la concept de co-construction, voir Sandra Harding, « Objectivity and diversity »). Dans cette co-construction du standard linguistique (schéma dans lequel la dichotomie entre « prescripteurs » de norme et « utilisateurs » n'a plus de sens) une sous-population de locuteurs a joué et joue un rôle essentiel, celle des utilisateurs « militants » de la langue, par le champ d'usage de la langue qu'ils construisent, au-delà du champ d'usage traditionnel des locuteurs naturels. Je parle plus loin de cette sous-population de locuteurs, mais le point sur leguel je veux insister ici est que l'on peut parler de tout en occitan, et l'occitan « standard » est défini simplement comme la situation de convergence de pratiques (situation d'échanges) et de recommandations (enseignement, formation) par « une communauté de pratique », pour reprendre le concept développé par Etienne Wenger. C'est une définition très différente de la définition habituelle de l'occitan de référence ou standard. L'occitan que nous utilisons dans nos discussions entre membres du CA de l'IEO est, dans sa diversité dialectale, phonétique, etc., un exemple de cette « standardisation » de l'occitan. Le point sur leguel je veux insister est que nous savons que l'occitan tel qu'il est aujourd'hui est adapté à une socialisation beaucoup plus large qu'elle n'existe et que la facteur limitant de la socialisation de l'occitan n'est pas un manque de codification, de standardisation ou de normalisation de l'occitan mais un manque d'opportunité d'usage.

- Nous savons ce que nous voulons.

Certes, ce que chacun d'entre nous souhaite relève d'une vision personnelle et varie donc d'une personne à une autre. Mais, collectivement, nous savons malgré tout ce que nous souhaitons : que la société qui vie en Occitanie se sente occitane, qu'elle soit reconnue comme telle, et que la langue occitane y soit présente et pratiquée de façon pérenne. Nous voulons un « développement durable » de l'occitan, comme langue et culture. D'une certaine manière, ce que nous souhaitons est une stabilité dynamique sociétale de l'occitan. Sans rentrer dans les détails, c'est ce que j'appelle le « projet occitaniste ». Et nous savons également pourquoi la langue et la culture occitanes se trouvent dans une situation de « déséquilibre dynamique » qui menace à terme l'existence de la langue occitane : une minorisation de plusieurs siècle suivie d'une politique systématique d'éradication, aggravée par une mutation civilisationnelle (la « fin du néolithique », pour reprendre l'expression de Jan dau Melhau), marquée par l'urbanisation de la société et la disparition de la société rurale, dernier refuge de la transmission familiale spontanée de la langue occitane et d'une certaine forme de « savoir indigène ». Nous savons aussi que cette politique d'éradication, l'occitan n'a pas la seule langue a en avoir été victime, et la situation des autres langues régionales en France en témoigne. Le cas particulier de l'Occitanie est que, à la différence de la plupart des autres langues régionales de la métropole, la société occitane n'a pas eu une consciente explicite d'être occitane (« occitan sens o saber »). Quoiqu'il en soit, si le « projet occitaniste » constitue un ensemble cohérent (même s'il n'est pas explicitement formulé) et relativement stable dans le temps (le « projet occitaniste » des fondateurs de l'IEO ne me semble pas fondamentalement différent du « projet occitaniste » actuel), la situation de l'occitan et de l'Occitanie a fortement changé depuis 70 ans, avec une dégradation de la connaissance et de la pratique de la langue, qui fait que l'obtention de la stabilité dynamique de la pratique de la langue semble de plus en plus difficile à obtenir, compte tenu de l'écart grandissant entre la situation effective de la langue occitane et sa situation souhaitée, imaginée, dans le « projet occitaniste ».

- Or, nous savons ce qu'il faudrait faire pour arriver à ce que nous voulons.

En tant que langue minoritaire, l'occitan n'est pas un cas unique. Il existe tout un corpus juridique international (Union européenne, Conseil de l'Europe, ONU), que l'IEO connait bien – notamment par le travail qu'elle mène depuis plusieurs années au sein d'EBLUL-France, maintenant ELEN – et sur la base duquel la France est régulièrement critiquée par ces instances internationales. En plus de déclaration de principe de droit, ces textes (comme par exemple la Charte européenne) sont aussi une collection de mesures nécessaires au maintien durable d'une langue et d'une culture minoritaires. De plus, il y a de nombreux exemples qui montrent que l'on peut effectivement maintenir une pratique linguistique d'une langue minoritaire, et même permettre une « récupération linguistique ». Le Pays basque français, avec un taux de scolarisation en classe bilingue et une augmentation des bascophones sur la plus jeune génération, en est un exemple. D'autres exemples dans d'autres pays montrent également que c'est possible. Nous avons donc une connaissance assez précise de « l'ingénierie » linguistique et politique à mettre en place pour une « récupération linguistique » de l'occitan.

« Projet occitaniste » et « politique occitaniste »

Le problème auquel nous sommes confrontés n'est donc ni de définir ce qu'est l'occitan ou l'Occitanie, ni de savoir ce que nous voulons, ni de ce qu'il faut faire pour y arriver. Le problème auguel nous sommes confrontés est que nous n'avons pas, et pour encore longtemps, les moyens de nos ambitions. Les raisons en sont multiples. Certes, nous n'avons pas les moyens de nos ambitions parce que le pouvoir politique - Etat et collectivités territoriales - ne veut pas donner les moyens (juridiques, financiers, humains) de nos ambitions; mais la société occitane elle-même n'a pas le souhait des moyens de nos ambitions. De toute manière, quelles qu'en soient les raisons, et même si des évolutions positives existent, nous n'avons pas et nous n'aurons pas, pour les 15 ans qui viennent, les moyens de nos ambitions. Par exemple, lorsque l'on calcule le nombre de classes bilingues qu'il faudrait ouvrir pour scolariser en occitan tout au long de leur cursus une proportion d'une classe d'âge qui ne soit pas anecdotique, cela suppose un taux de croissance absolument impensable. Si on regarde les budgets de la région Aquitaine pour l'occitan et le basque, les sommes sont à peu près équivalentes, alors que pour le pays basque ne représente qu'un demi-département et le territoire occitan quatre départements et demi. Un financement régional équivalent nécessiterait de multiplier le budget de la région consacré à l'occitan par 9 (ce qui, soit dit au passage, l'amènerait au niveau du financement de la région Bretagne pour le breton). Le financement de la région Aquitaine pour l'occitan était, au moment des dernières élections régionales, de 0,28 euro par habitant. Pour le pays basque français, le financement de la politique linguistique était de 10 euros par habitant, et de 46 euros par habitant pour le gouvernement d'Euskadi (hors enseignement et radiotélévision) et de 4,5 euros pour le pays de Galles. Or, multiplier par 10 en 15 ans le budget consacré à la politique linguistique pour l'occitan est impensable, sans parler d'un développement équivalent pour l'enseignement et les médias.

Donc, nous savons parfaitement d'où vient le problème, et nous savons aussi, si nous gardons un minimum de lucidité, que nous serons dans l'impossibilité de résoudre ce problème pour les 15 ans qui viennent (j'ai pris 15 ans comme un ordre de grandeur, d'une part d'une politique à long terme mais pour laquelle nous pouvons avoir une certaine visibilité; d'autre part comme la durée d'une génération à former). Je ne dis pas ça pour

désespérer l'occitanisme, et démontrer que « les carottes sont cuites ». Il n'y a pas de fatalité. Je ne dis pas non plus qu'il faille abandonner ce que nous voulons pour l'occitan et l'Occitanie. Je dis que ce que j'ai défini comme le « projet occitaniste » doit être conservé, mais comme un objectif à très long terme. S'il peut et doit être le guide - en tant que principe directeur et régulateur général – il ne peut être en tant que tel un objectif pour une politique linguistique culturelle et linguistique. En effet, pour être efficace, une telle politique doit se fixer des objectifs réalistes, atteignables dans le cadre d'un calendrier contrôlé, en adéquation avec les moyens que l'on peut raisonnablement escompter. Si nous voulons définir une politique culturelle et linguistique à 5, 10 et 15 ans, ce qu'on peut appeler une « politique occitaniste » le « projet occitaniste » est inopérant. J'entends par inopérant le fait que le projet occitaniste n'est pas opérationnel, du fait de l'inadéquation entre les moyens que ce projet requiert et les moyens mobilisables. Il n'est pas pour autant inutile, au sens où les objectifs d'une « politique occitaniste » doivent être compatibles avec le « projet occitaniste ». En ce sens, le projet occitaniste est utile comme principe directeur et régulateur, mais, à mon avis, il est inopérationnel, et donc dangereux, comme objectif. En effet, il peut pousser à nous fixer des objectifs impossibles au détriment d'objectifs réalisables.

Il faut donc, d'une certaine manière, qu'une « politique occitaniste » renonce à avoir pour objectif le « projet occitan ». Et, de manière apparemment paradoxale, c'est en renonçant à avoir pour objectif le « projet occitaniste » qu'une « politique occitaniste » sera la plus efficace, y compris pour le « projet occitaniste » lui-même. Pour cela, il nous faut travailler à définir de nouveaux objectifs, à vocation opérationnelle, en partant de ce que nous savons.

Avant de proposer quelques pistes de travail qui pourront, je pense, aider à définir ces objectifs opérationnels, dans ce que nous savons, il ne faut pas oublier ce que nous avons réussi à faire, ne serait-ce que parce que cela fait partie de l'état des lieux. La situation actuelle de la langue et de la culture occitanes est la conséquence, de manière déterminante, de l'action occitaniste sur les décennies passées. Certes, l'action occitaniste n'a pas réussi à créer cette situation de « stabilité dynamique » qu'elle souhaite pour l'occitan. Néanmoins, il ne faut pas lui faire porter la responsabilité de cet échec, et au contraire, la créditer de tout ce qu'elle a réussi à faire. D'autre part, ce que l'occitanisme a réussi à faire, cela fait partie des moyens mobilisables pour la soutenabilité des objectifs à définir. Ce que le mouvement occitaniste a fait, c'est engager une bataille culturelle contre le modèle dominant pour lequel l'Occitanie n'existe pas et l'occitan n'est qu'un conglomérat de parlers locaux abâtardis et plus ou moins informes, aux capacités d'expression limitées, à l'intercompréhension réduite, désignés sous le terme péjoratif de « patois » et dont la connaissance et la pratique sont un frein à l'émancipation des individus et à la construction de la cohésion nationale. Or, cette bataille sociétale, le mouvement occitaniste l'a en grande partie gagné. Le fait que l'occitan pâtisse, comme les autres langues régionales de France, d'une absence de reconnaissance institutionnelle véritable ne doit pas occulter ce fait. Certes, le temps du mépris n'est pas achevé. Mais comparé à l'image du « patois », que de progrès depuis un demi-siècle. Le mépris est en réalité plus institutionnel que sociétal. La publication d'un numéro spécial du magazine « Géo intitulé « Occitanie » en juillet 2004 n'en est un exemple. Le fait qu'une majorité de français (plus de 70 %) soit favorable à la reconnaissance officielles des langues régionales, toutes tendances politiques confondues, y compris dans les zones où elles ne sont pas historiquement présentes (sondage IFOP de juin 2015), en est un autre exemple. Bien sûr, la bataille n'es pas complètement gagnée, l'adhésion, même importante, est fragile, l'implication superficielle. Cependant, si l'on considère qu'il a fallu s'opposer au mépris dominant existant depuis plusieurs siècles et à une politique d'éradication linguistique systématique menée sur plusieurs décennies, le résultat n'est pas mince.

Reste la situation de la langue, en perte de vitesse en ce qui concerne le nombre de locuteurs. Il est clair que la survie de la langue occitane comme langue d'usage est menacée. L'équilibre dynamique, assurant un usage stable de l'occitan au fil des générations, n'est pas atteint et, de fait, la baisse du nombre de locuteurs est inexorable. Cependant, si l'on peur parler objectivement et lucidement d'un échec de la réoccitanisation en ce sens, il ne faut pas tenir le mouvement occitaniste pour responsable de cet échec. Je ne veux pas dire que le mouvement occitaniste n'a jamais été sans défaut, sans erreur de jugement, sans énergie dépensée à perte et certainement pas sans guerelles. Mais, au-delà de ce parcours qui peut paraitre parfois chaotique et qui n'est certainement pas « un long fleuve tranquille », je pense que le mouvement occitaniste a su tenir une ligne d'action cohérente et que son action pour la langue occitane a été – et restera – déterminante. D'ailleurs, si échec il y a de l'occitanisme en ce qui concerne la langue, cet échec n'est pas spécifique et la situation sociolinguistique de l'occitan, si elle n'est pas très brillante, n'est pas plus mauvaise que celle de la plupart des autres langues régionales. La situation du catalan en Roussillon (malgré la politique linguistique de la Généralité de Catalogne de l'autre côté de la frontière), du breton, n'est guère meilleure que celle de l'occitan, sans parler de l'arpitan ou du flamand. Il ne faut donc pas mettre au débit de l'occitanisme ce qu'il n'a pas réussi à faire, mais au contraire mettre à son crédit, y compris pour la langue occitane elle-même, ce qu'il a réussi à faire : la modernité de la langue, la création artistique et culturelle en occitan, l'existence d'une communauté de locuteurs actifs et conscients, et la formation de néolocuteurs, notamment.

Si nous voulons mener une politique efficace en faveur de la langue et de la culture occitane, il nous faut alors définir d'autres objectifs que ceux du projet occitaniste. J'ai parlé de « kit de survie » car si le projet occitan est l'objectif « maximaliste », il nous manque un objectif « minimaliste », au sens où il définit le minimum nécessaire pour éviter la disparition de cette langue et de cette culture. On peut aussi parler d'objectif a minima, au sens où il s'agit de définir le minimum de ce que nous voulons à partir duquel nous pouvons bâtir quelques chose. L'entreprise est vaste et je veux juste ici proposer quelques concepts et quelques pistes sur les objectifs que nous pouvons raisonnablement fixer pour l'occitan d'une part, et pour l'Occitanie d'autre part. Bien entendu les deux objectifs sont intimement liés et se complètent mutuellement. Traiter conjointement de la langue et du territoire est une approche pertinente, complémentaire et non opposée à celle que je propose ici. Néanmoins, techniquement parlant, ce ne sont pas les mêmes procédures qui, par exemple, visent à former des néolocuteurs et à implanter une signalisation bilingue des communes. L'approche conjointe consiste à articuler entre elles ces différentes procédures. Encore faut-il avoir une idée assez précise des procédures susceptibles d'être efficaces avant de penser à les articuler. Je parlerai donc d'une part de l'état et de l'avenir de la langue, et d'autre part de l'Occitanie en tant que territoire, comme démarche préalable à une approche conjointe.

L'occitan : les futurs de la langue

Prédire l'avenir.

Nous disons que l'avenir de la langue occitane et menacée. Mais pouvons-nous

quantifier cette menace? Nous avons des pistes possibles pour agir contre cette menace. Mais pouvons-nous estimer de manière prédictive l'efficacité de chaque piste envisagée? Des données statistiques recueillies lors des derniers recensements, des enquêtes sociolinguistiques nous ont fourni des chiffres sur le nombre de locuteurs, le taux approximatif de transmission de la langue. Pourtant, nous disons que nous manquons de données. Je me souviens d'une intervention — lors d'une réunion de l'*Amassada* en Aquitaine, je crois — où on a dit qu'il fallait faire de nouvelles enquêtes. Je pense que c'est faux. Certes, d'un côté, nous manquons d'information, mais nous avons d'autre part une abondance de données statistiques descriptives, et je pense que nous sommes loin d'avoir exploité toutes des informations obtenues lors des enquêtes précédentes. Après tout, les données recueillies sont basiquement des données démographiques, et, à partir de modèles mathématiques, il est possible de prédire l'évolution d'une population, et donc d'une population de locuteurs.

Sans disposer de modèles démographiques validées, on peut néanmoins utiliser un modèle mathématique ultrasimplifié pour avoir une idée des évolutions quantitatives de la population de locuteurs. Je ne suis pas démographe, et ce modèle ultrasimplifé est, de ce simple fait, faux. Il a cependant le mérite de tenter une approche quantitative et prédictive du nombre de locuteurs dans les années à venir. Des modèles plus adéquats existent certainement, mais, outre que je ne les connais pas, comme je l'ai dit en préambule, je me contente ici d'un brouillon de travail et non de quelque chose d'achevé. Le travail à faire est de développer de meilleurs modèles.

Le modèle est basé sur le principe suivant : d'une année sur l'autre, le nombre de locuteurs est diminué du nombre de décès de locuteurs sur l'année et augmenté du nombre de nouveau-nés à qui on transmet la langue. Autrement dit, l'évolution du nombre de locuteurs en fonction du temps dépend négativement du taux de décès et positivement du taux de naissance multiplié par le taux de transmission intergénérationnelle. À ceci j'ai rajouté des hypothèses simplificatrices : la population est stable dans le temps (le nombre de décès et de naissances s'équilibre) et le taux de transmission intergénérationnelle est constant. De plus, le nombre de locuteurs est uniformément réparti dans la population initiale (les jeunes parlent autant que les vieux).

En partant de l'hypothèse d'une population initiale de 10 millions de locuteurs au début de la seconde guerre mondiale (1940), d'une espérance de vie de 75 ans, et d'un taux de transmission intergénérationnelle de 10% (en gros, le chiffre obtenu dans l'enquête sociolinguistique d'Aquitaine de 2009), le nombre de locuteurs s'établit à 3,5 millions en 1995, à 2,8 millions en l'an 2000, à 530000 en 2015. Et, selon le modèle, la date prévue de la disparition statistique du dernier locuteur occitan est prévu en 2019. Si le taux de transmission intergénérationnelle était nul, le nombre de locuteurs serait de 2,6 M en 1995, de 2 M en 2000 et de zéro en 2015.

Certes, ce modèle, du fait de ses sur-simplications, est faux. Cela ne veut pas dire que ses prédictions sont aberrantes, et je pense qu'il donne au moins un ordre de grandeur pour les valeurs proposées. Ce que montrent ces calculs est que le nombre de locuteurs à un moment donné ne veut pas dire grand-chose de l'évolution future de la langue. On a tendance à oublier le fait, fondé sur l'inexorabilité de la mort de chaque être humain, que, en absence de transmission de la langue, tout langue disparait à l'échelle d'une vie humaine, et ce quel que soit le nombre de locuteurs initial. Avec une espérance de vie de 75 ans, une langue disparait statistiquement en 75 ans, et ceci indépendamment du nombre initial de

locuteurs. Lorsque le taux de transmission intergénérationnel est bas, et bas depuis une génération, le nombre de locuteurs peut s'effondrer en quelques années.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette approche?

Premièrement, que ce genre de modèle démographique nous fait cruellement défaut, car ces modèles permettent des prédictions qui servent à orienter une politique linguistique. Or, ces prédictions n'ont pas été faites non pas parce que les modèles n'existent pas (les modèles démographiques existent⁴), ou parce que nous manquons de données, mais avant tout parce que nous n'avons pas pensé à utiliser de tels modèles pour produire des hypothèses de travail quantitatives; certes, des enquêtes sociolinguistiques ont été faites, notamment (j'en parle parce que je les connais) en Aquitaine en 1997 et 2009. Mais ces enquêtes ont été sous-exploitées par les institutions et par les occitanistes. Certes, elles ont produit des données statistiques. Mais elles n'ont pas été pas utilisées – tout au moins pas à ma connaissance – pour implémenter des modèles mathématiques, alors que ces outils existent. Par exemple, le travail de thèse de MA Chateaureynaud sur « les pratiques de l'occitan en Aquitaine » fait une remarquable synthèse des différentes données statistiques sociolinguistiques disponibles sur la région (avant l'enquête de 2009) mais aucune utilisation de ces données dans un modèle démographique quantitatif n'est citée. Or, l'utilisation de tels modèles comme outils est extrêmement enrichissant. Il est grand temps de s'y intéresser.

Deuxièmement, aussi imparfait soit-il, ce modèle permet de tirer des conclusions intéressantes sur l'avenir de la langue et les leviers d'actions possibles, et impossibles. Premier constat, la disparition des derniers locuteurs naturels est très proche et inéluctable, comme était inéluctable la disparition du dernier poilu. Dans 5 ans, 10 ans, dans 20 ans ? En gros, c'est un ordre de grandeur. À l'échelle de temps que nous nous sommes fixés – 15 ans de politique linguistique - cela veut dire que, à son terme, les derniers locuteurs naturels constitueront une population résiduelle statistiquement infime. C'est un fait, et nous n'y pouvons rien, parce qu'il est la conséquence actuelle d'une politique ancienne qui a cassé la transmission intergénérationnelle. Un taux de 5%, 10 % ou 15 %, c'est-à-dire une variation du simple au triple, ne modifie la date de disparition de la langue naturelle que de 10 ans (2016 à 5%, 2021 à 15 %). Or, compte tenu du temps nécessaire pour modifier significativement le taux de transmission intergénérationnelle, le dernier locuteur sera mort avant que cette politique fasse sentir ses effets statistiquement significatifs. Autre enseignement à tirer : tous les modèles extérieurs sur lesquels l'occitanisme s'appuie sont, du point de vue d'une politique linguistique, complètement inadaptés, donc au mieux inutiles, au pire nuisibles. En effet, ils se basent sur une situation qui n'a rien à voir avec la situation de l'occitan. Même le cas du Nouveau-Brunswick, intéressant car c'est un état canadien où le français est minoritaire (30 % de la population est francophone) – le pays de Galles est un cas un peu similaire –, est fondamentalement différent de celui de l'occitan car, outre la reconnaissance institutionnelle et les moyens mis en œuvre, le taux de transmission intergénérationnelle du français au sein de la population francophone est nettement plus élevé que celle de l'occitan. Si on se réfère à la classification des « degrés de menace » d'une langue de J.A. Fichman

⁴ Pour exemple, je cite une publication, parmi d'autres, proposant une modèle mathématique permettant de prédire l'évolution du nombre de locuteurs d'une langue minoritaire : James W. Minett and William S-Y. Wang. **Modelling Endangered Languages: The Effects of Bilingualism and Social Structure** (2008). *Lingua*, **118**: 19-45.

(« Can threatened languages be saved ? »), l'occitan est placé bien bas sur cette échelle, comme l'a déjà notée MA Chateaureynaud, et n'est pas placé au même niveau que le catalan, le français canadien, le basque ou le gallois. Certes, la Catalogne, le Québec, l'Euskadi, le Nouveau-Brunswick ou le pays de Galles peuvent être, sociétalement parlant, des références pour le « projet occitaniste », mais leurs politiques linguistiques ne peuvent pas être un modèle car, appliquées à l'occitan, elles seraient inefficaces. Or, engager une politique linguistique couteuse et inefficace est nuisible, car l'argent pourrait être investi dans des actions moins ambitieuses en terme de discours mais plus efficaces en terme d'effets.

L'occitan en mosaïque.

Je voudrais nuancer les prédictions précédentes au sens où, si je pense qu'elles sont vraies globalement, ellee ne le sont pas forcément localement, car le taux de transmission de la langue est hétérogène. Comme ce n'est pas tant le nombre de locuteurs qui importe mais le taux de transmission de la langue, l'extinction des locuteurs naturels sera variable selon les endroits. La situation de l'occitan est donc, en ce sens, en mosaïque.

Elle l'est aussi dans un deuxième sens. La conclusion que je tire des analyses précédentes est que la survie de l'occitan se joue finalement plus au sein de petites communautés linguistiquement actives qu'au niveau global de la population occitanophone, communautés constituées d'occitans conscients d'eux-mêmes et qui, pour l'essentiel, pratiquent la langue occitane comme un choix actif. Or, sur ce plan, je pense que nous manquons cruellement de données chiffrées. A combien pouvons-nous estimer cette population ? En milliers ? En dizaines de milliers ? Pouvons-nous maintenir dans un état de « stabilité dynamique » cette sous-population de locuteurs ? Cette sous-population est-elle suffisante pour constituer une « masse critique » qui permette cette stabilité ? Comment cette population se renouvèle-telle? Quelle est la part de la transmission verticale (intergénérationnelle) et horizontale? Comment intègre-t-elle les élèves qui sont passés par les écoles immersives ou bilingues, les apprenants des cours d'occitan pour adultes ? Je n'ai pas les réponses à ces questions, mais je pense que ce sont des questions essentielles. Il nous faut mieux identifier cette sous-population, dont nous faisons d'ailleurs partie, car je pense que c'est sur elle que repose l'avenir de la langue occitane. Or, cette population est géographiquement morcelée, et constitue une mosaïque. C'est le maillage de cette mosaïque qui peut constituer une population linguistiquement active stable dans le temps. La constitution de communautés de pratique n'est pas un concept nouveau et, appliqué à l'occitan, il a par exemple été discuté par MA Chateaureynaud dans sa thèse. Mais, pour autant que je sache, la discussion en est restée à un niveau général, et les enquêtes sociolinguistiques n'ont pas cherché à identifier cette sous-population de locuteurs. À combien de personnes se monte-t-elle ? Comment se constitue-t-elle ? Quelle sa pratique réelle de l'occitan? Quelle est sa macro- et microtopologie (comment se répartit-elle géographiquement, de manière globale et locale)? Autant de questions dont nous n'avons pas les réponses et qui, pourtant, me semblent essentielles pour faire un état des lieux réaliste de la situation de l'occitan. Au doigt mouillé, peut-être pouvons-nous estimer cette population à quelques milliers où quelques dizaines de milliers de personnes. Est-ce une masse critique suffisante, dotée d'une dynamique spatiotemporelle suffisante, pour assurer a minima la pérennité de l'occitan ? Comment faire pour assurer la dynamique nécessaire ? Les réponses que nous donnerons à ces questions seront essentielles pour la survie de la langue. Mais si je parle d'occitan en mosaïque, c'est parce que ces réponses devront prendre en compte ce concept de mosaïque. Compte tenu de l'étendue géographique de l'occitan et l'hétérogénéité de sa situation actuelle d'une part, de ses potentialités d'autre part, il y a deux écueils que nous devons éviter. D'une part, penser qu'une solution globale puisse fonctionner, c'est-à-dire que l'application des mêmes procédures sur l'ensemble du territoire occitan puisse être efficace. D'autre part, accepter la fragmentation de l'Occitanie, en focalisant l'attention et les moyens sur certaines portions de l'Occitanie. Métaphoriquement, une mosaïque, ce n'est pas la fragmentation, mais au contraire la construction d'un ensemble cohérent par la coordination d'entités singulières. Ce peut être un concept opérationnel, car cela veut dire qu'une part significative du travail consiste à identifier et mettre en relations ces entités singulières.

L'occitan langue seconde.

Une autre question se pose, celle de la place de l'occitan dans la société occitane dans les années à venir. On l'a vu, l'occitan comme langue maternelle et de communication « naturelle » est en voie de disparition et ne peut constituer le modèle de ce qui est faisable sur les 15 ans à venir. Comme il est illusoire de pouvoir mener avec efficacité une politique linguistique capable de renverser cette tendance et de faire de l'occitan une langue de communication « normale » dans la vie quotidienne (au sens de l'usage du français au Canada ou du catalan dans la Généralité de Catalogne), il nous faut définir de façon plus précise la place que l'occitan peut occuper dans la société. On fait souvent la comparaison entre diversité linguistique et diversité biologique. Pour reprendre un concept de la biologie de l'évolution, la question est de savoir quelle « niche écologique » l'occitan peut se créer dans la société actuelle, capable d'assurer sa survie. Le problème de l'occitan est qu'il est « coincé » entre une langue nationale, le français, et les langues étrangères. De fait, la place qu'on lui octroie est bien souvent celle d'une langue étrangère, comme son statut de langue vivante dans les cursus de l'Éducation nationale. En termes de formation de néolocuteurs, les méthodes d'apprentissage de la langue sont aussi inspirées des méthodes d'apprentissage des langues étrangères. Cependant, si l'on accepte comme statut de la langue celui de langue étrangère, il est clair que l'occitan est condamné. Le concept qui me semble le plus approprié, car il est à la fois un concept opérationnel (i) dans l'apprentissage de la langue et (2) dans la « niche » que la langue peut se construire dans la société, est le concept de langue seconde. Le concept de langue seconde est définit différemment dans les domaines anglophones et francophones. Dans sa signification anglophone, il désigne la langue apprise en second après la langue première ou maternelle; dans sa signification francophone, il désigne la langue dont l'usage arrive en second par rapport à la langue maternelle. Si j'applique ce concept à moi-même, les deux définitions convergent car, pour moi, l'occitan est à la fois la langue avec laquelle, chronologiquement, j'ai été en contact après le français, qui est ma langue maternelle, et avant les langues étrangères ou mortes que j'ai apprises par la suite (définition anglaise), et la langue que, au final, je maitrise le mieux, avant la maitrise que j'ai des langues étrangères (définition française). Elle est aussi, psychologiquement, une langue seconde et non une langue étrangère. Mais si je me compare à mes sœur et frère, la différence entre eux et moi est que, au final, l'occitan est pour moi, et non pour eux, une langue seconde, bien que, au départ, leur contact avec la langue occitane, à la fois dans l'environnement familial et vicinal, aient été identique au mien. Au-delà me mon expérience personnelle et familiale, le concept de langue seconde me semble particulièrement pertinent collectivement. Je laisse à chacun de l'appliquer à sa propre situation, mais je pense que, pour la plupart d'entre nous (par exemple au sein du CA de l'IEO), l'occitan est pour nous une langue seconde.

« Langue seconde » est un concept un peu flou, par sa définition fluctuante, et par sa terminologie même, en référence à une langue première. En fait, il se définit non pas en luimême mais relativement à deux situations clairement identifiées, la langue maternelle et les langues étrangères, et il a d'ailleurs été défini pour ça, pour combler un vide entre ces deux notions. Sa plasticité n'est donc pas un défaut, au contraire. Ce concept est notamment appliqué à l'apprentissage de la langue d'un pays d'accueil par un migrant, mais quelqu'un qui apprend l'occitan est, d'une certaine manière, un « migrant linguistique ». Méthodologiquement, l'apprentissage d'une langue seconde est très proche de celle d'une langue étrangère, dans la mesure où, dans les deux cas, le locuteur ignore, au départ, la langue qu'il apprend; il s'en distingue cependant, du fait que les objectifs de maitrise et d'usage de la langue apprise sont différents. En terme d'apprentissage de la langue, le concept de langue seconde appliquée à l'occitan me semble donc pertinent, d'autant qu'il s'applique à tous les stades d'apprentissage de la langue, dès l'enfance (apprentissage précoce d'une langue seconde) à l'âge adulte. C'est donc un concept régulateur pour la construction de cursus cohérent d'apprentissage de la langue, au-delà des différences d'âge et de situation d'apprentissage : il est applicable à l'enseignement immersif en maternelle comme au cours pour adultes, en passant par l'apprentissage en milieu scolaire. De ce point de vue, la création du CAPES d'occitan et la formalisation de la place de l'enseignement de « l'occitan/langue d'oc » dans les cursus scolaires a certes donné un statut formel à l'occitan et aux enseignants, mais a en réalité fait passer le statut réel de l'occitan dans l'EN d'une situation de langue seconde à une situation de langue étrangère - mis à part le cas des classes bilingues.

Il est aussi un concept utile lorsqu'il s'agit de penser la socialisation de la langue, dans la mesure où le concept de langue seconde suppose une situation d'usage de la langue et un arrière-plan culturel en lien très fort et particulier avec la situation d'apprentissage ellemême. Il y a en effet, intrinsèquement lié à l'apprentissage de la maitrise langagière d'une langue seconde, l'appropriation d'un patrimoine linguistique et culturel que l'apprenant fait sien. Rétrospectivement, je pense que c'est un concept qui nous a manqué lorsque le travail sur la structuration des cours d'occitan pour adultes a été engagé. Le travail fait, dont le label PARLESC est un des produits, est certes fondamental. Il est néanmoins incomplet car si nous avons travaillé sur la structuration de l'offre d'enseignement, en nous focalisant - à la demande, il faut aussi le dire, des collectivités territoriales - sur le « cours » d'occitan, nous n'avons pas travaillé en parallèle sur la création ou le soutien de situations d'usage de la langue. Je prends l'exemple du concept d'atelier d'occitan, comme lieu d'usage de la langue. Certes, le concept d'atelier d'occitan a été pris en compte dans les travaux qui ont conduit à la mise en place du label PARLESC. Mais en focalisant la politique linguistique sur le « cours » d'occitan, et en considérant que les « ateliers » d'occitan ne nécessitaient pas un soutien public dans le cadre d'une politique linguistique, ce choix a limité l'efficacité des « cours » d'occitan dans la réoccitanisation. Le concept de langue seconde permet de concevoir une politique linguistique plus intégrée qui cherche à développer de manière conjointe l'apprentissage et l'usage de la langue. Encore faut-il définir la place possible, dans la société actuelle, pour un usage partagé de la langue, c'est-à-dire définir la place sociétale de l'occitan en tant que langue seconde.

On le voit, la place future de l'occitan dans la société est très fortement contrainte. Il existe cependant des marges de manœuvre, et c'est pour cela que j'ai parlé des futurs de la

langue. Il est des futurs impossibles, mais il en est aussi de possibles, et c'est sur quoi nous devons porter notre attention. J'ai simplement voulu ici insister sur ce point et indiquer quelques concepts susceptibles de nous guider dans nos choix. Cela dit, un concept n'est utile que si on l'applique, ce qui suppose de faire un travail que je n'ai pas fait ici.

L'Occitanie, territoire imaginé

Espace, terroir, territoire.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'Occitanie. On l'a vu, l'Occitanie se définit avant tout comme l'aire géographique d'usage historique de l'occitan. Il me semble illusoire de vouloir considérer la pérennisation de l'occitan hors de la notion d'Occitanie, c'est-à-dire sans penser en quoi la langue et la culture occitanes s'articulent géographiquement. Les limites de l'aire géographique occitane, qui définit l'Occitanie, sont connues. L'Occitanie est donc, géographiquement parlant, un espace au sens géométrique du terme, que nous savons positionner sur une carte. Mais la question est de savoir ce qu'est sociologiquement l'Occitanie, et ce qui fait son « occitanité » (occitanitude ?). Il y a plusieurs façons d'envisager cette aire qu'est l'Occitanie, et je voudrais en discuter 3 : l'Occitanie comme terroir(s), l'Occitanie comme espace, l'Occitanie comme territoire.

Un terroir est, basiquement, une région naturelle homogène d'un point de vue physique et culturelle, cartographiable par sa géographie physique et l'exploitation de ses ressources, notamment agricoles, par la société qui s'y trouve. Il y a donc une dimension géographique, mais également culturelle et identitaire du terroir, notamment rurale et autochtone; la France des terroirs, les appellations de terroir. Historiquement, le terroir, appliqué à l'occitan, c'est la dimension géographique et culturelle du patois : un idiome local servant de langage de communication au champ sémantique et géographique limité (le « langage des bergers » pour reprendre l'expression que Claude Allègre a utilisé indifféremment pour le corse, l'occitan et le breton). Appréhender l'Occitanie avec comme seul outil conceptuel la notion de terroir, c'est s'engager dans la voie sans issue de la folklorisation passéiste des patois, même si on peut s'en servir pour vendre du fromage ou de l'eau minérale. Je ne dis pas que l'on doit récuser le concept de terroir ; il a sa pertinence. Mais son niveau de pertinence n'est pas celui de l'Occitanie. On peut légitimement dire qu'ils y a des terroirs occitans, et s'appuyer sur ce concept pour développer « l'occitanité » de productions occitanes, en particulier agroalimentaires. Mais on ne peut pas dire que l'Occitanie est un terroir, et utiliser ce concept pour structurer une politique culturelle et linguistique. D'une certaine manière, la critique que l'occitanisme a fait d'un Mistral en fin de vie et du félibrige qui a suivi, c'est la réduction de l'Occitanie au(x) terroir(s); le dernier avatar en date de cette conception de l'Occitanie des terroirs, c'est l'expression « les Pays d'oc », c'est-à-dire une Occitanie qui a suffisamment honte d'elle-même pour accepter de n'avoir pas de nom, juste une périphrase. Certes, l'expression permet de vendre du vin dans les Pyrénées-Orientales (mais pas dans le bordelais), du bœuf dans le Gers (mais pas dans le limousin), de l'agneau dans la Creuse, le Cantal ou la Gironde (mais pas dans les Alpes de Haute-Provence), et de faire de la moto dans le Gard (« l'enduro des pays d'oc », organisé par le moto-club des Marcassins). Si ces appellations à but commercial sont économiquement utiles et contribuent, d'une certaine manière, à « l'occitanité » de l'Occitanie, elles ne peuvent en soi être une réponse à ce qu'est la dimension occitane de l'Occitanie, et ne trouve leur opérationnalité que si elles peuvent être appréhendées par un concept plus large. En récusant le concept de terroir comme un concept pertinent, je ne dis pas non plus que la dimension « autochtone » ou « indigène » de la culture occitane n'est pas pertinente. C'est une question en réalité importante. La valorisation de la mixité des cultures, très prégnante dans le système de valeur occitaniste, a tendance à occulter la question de l'indigénité de la culture occitane. Or, la question de la « valeur du savoir indigène » en opposition aux systèmes de valeurs du modèle culturel dominant est une question sociologiquement « chaude » (voir S. Harding, « Objectivity and diversity »). Et, comme l'a dit Jan dau Melhau dans son petit dictionnaire, « je suis tellement né d'ici que c'en est indigène ». C'est un sujet qui mérite plus d'attention. Je dirai simplement ici que je ne pense pas que « l'indigénité » occitane soit similaire à « l'indigénité » innue. Ethnologiquement parlant, la culture d'un paysan périgourdin (donc occitan) n'est pas plus ni moins indigène que celle d'un paysan saintongeais (donc, français). Mais, si on regarde le « modèle culturel français » (par exemple ce que l'on enseigne de la culture française à l'école) et le « modèle culturel occitan » (par exemple ce que l'on enseigne de la culture occitane à l'école, dans les activités associatives), la place de la culture qualifiée « d'indigène » est beaucoup plus importante dans le second que dans le premier (la référence à la culture orale, aux chansons dites traditionnelles, etc.). Ce n'est pas parce que la civilisation porteuse de ce savoir disparait que la place de ce savoir dans la culture « post-traditionnelle » est inexistante. Je fais simplement le constat qu'il y a de fait une place importante faite au « savoir indigène occitan » dans la représentation et la pratique de la culture « néo-occitane », et que ce simple fait mérite qu'on s'y intéresse. Certes, le modèle culturel dominant a tendance à réduire la culture minoritaire à un ensemble de pratiques traditionnelles pour mieux l'exclure du champ de la société post-traditionnelle, et c'est précisément ce que je reproche à la vision centrée sur les terroirs. Mais toute intégration d'un savoir indigène dans la culture occitane telle qu'elle se représente n'est pas forcément passéiste ou folklorisante.

En réponse à cette Occitanie des terroirs, une partie de l'occitanisme a abordé l'Occitanie en tant qu'espace. L'espace occitan, c'est d'abord l'aire géographique de la langue. Par exemple, le département de l'université de Montpellier III parle de « l'espace occitan [...] avant tout l'espace d'une langue, elle-même sous-tendue par une littérature millénaire». Mais l'espace occitan, s'il est défini simplement comme l'aire géographique de la présence de la langue et de la culture occitanes, c'est-à-dire s'il est limité à une géographique culturaliste, est un concept qui ne va pas bien au-delà d'une cartographie de la langue. Il n'est pas d'une grande aide pour définir ce qu'est la culture occitane, et je vois mal en quoi il puisse être un concept opérationnel structurant pour une politique linguistique et culturelle. Néanmoins, il existe une conception plus large et plus féconde de l'espace occitan. C'est notamment l'approche de Robert Lafont, notion d'espace étendue parfois à l'ensemble occitano-catalan (« mille ans d'espace occitano-catalan »). Je ne veux pas aborder ici la question de la légitimité du concept de l'espace occitano-catalan, mais simplement discuter de la notion d'espace sociologique comme un moyen pertinent d'appréhender la réalité occitane. L'espace occitan, tel que le conçoit Robert Lafont, va au-delà de cette simple cartographie culturelle et considère la société occitane comme un tout systémique, sous-tendu par un ensemble de relations culturelles, sociales, économiques qui s'organisent ou sont susceptibles de s'organiser dans cette géographie culturelle. C'est ainsi que je comprends le sens du régionalisme que Robert Lafont a exprimé dans « la révolution régionaliste ». Il y a souvent une interprétation à contresens du mot. Le régionalisme, dans le système de valeurs occitaniste, est chargé d'une forte valeur négative : être régionaliste, ce serait accepter une subordination des régions à un état-nation, une folklorisation de la littérature, un provincialisme socioculturel, une Occitanie des clochers. Je pense que le régionalisme de Robert Lafont est exactement à l'opposé, et la continuité dans la pensée de Robert Lafont entre « la révolution régionaliste » des années 1960 et « l'Euro-congrès occitano-catalan » des années 2000, c'est justement de tenter de penser l'Occitanie comme un ensemble social, culturel, géographique et économique cohérent et suffisamment autonome pour se concevoir en dehors du cadre des états-nation, de lui trouver une « niche » socioéconomique, notamment dans une Europe à construire, et de se servir de tout ça pour bâtir une « conscientisation » de la société occitane (voir par exemple « Lettres de Vienne à un ami européen »). Je ne suis pas complètement convaincu par l'approche de Robert Lafont, et i'v percois, dans ses ultimes évolutions, une sorte de « fuite en avant » conceptuelle qui masque un décrochage entre le « projet sociétal » qu'il souhaitait et la faisabilité de ce projet. Il n'en demeure pas moins que ce concept d'espace occitan est beaucoup plus fécond et plus émancipateur, malgré ses limitations, que la critique qui en a souvent été faite. L'antirégionalisme et le multiculturalisme proclamés permettent de belles formules et des postures, mais en réalité proposent une version particulièrement « light » de l'Occitanie. Comprendre le concept de régionalisme de Lafont comme un occitanisme de clocher c'est n'avoir pas compris de quoi il s'agissait, et l'anti-régionalisme de Castan, comme son concept de multiculturalité – de la France – n'est qu'une manière d'assujettir l'expression culturelle occitane au « roman » de la nation française (n'oublions pas que Castan a quand même affirmé que « le grand péché [...] du mouvement occitanisme est d'avoir posé le problème en termes de revendications occitanes » et que « la littérature occitane a une mission en France » mais pas de mission pour elle-même). En résumé, je ne pense pas que la critique faite par Castan à Lafont de vouloir penser l'Occitanie en tant qu'entité soit pertinente. Utiliser le concept d'espace pour appréhender la réalité de l'Occitanie a l'intérêt de considérer l'aire géographique de la langue occitane dans sa dimension sociétale globale, ce qui est fondamental. En effet, si l'occitanisme soutient, à bon droit, que les institutions doivent garantir l'existence effective de la langue et de la culture occitanes, les institutions ne seront rien s'il y n'a pas une vitalité sociétale significative de l'occitan, si la société occitane ne se sent pas occitane, à un degré suffisant pour exercer une pression sur les institutions. L'Occitanie en tant qu'espace, c'est aussi un « projet occitaniste », l'idée que la société dans son ensemble se sente et s'affirme occitane. Mais, comme je l'ai dit, le « projet occitaniste » ne peut définir une politique linguistique et culturelle. Comme pour la langue, l'occitanisation globale de la société occitane est, qu'on le souhaite ou non, irréalisable qu'on le mette ou non à la traine d'un espace catalan qui, dans la réalité, est l'espace sociopolitique de la Généralité de Catalogne et non des « paisos catalans » (à tous ceux qui croient aux vertus de l'alliance occitano-catalane pour sauver l'Occitanie, je rappelle que le point d'orgue de ces « mille ans d'espace occitano-catalan » est l'alliance entre le comte de Toulouse Raymond VI et le roi Pierre d'Aragon contre les troupes de Simon de Montfort, avec l'écrasant succès que l'on sait...)

Mon point de vue est que, sans rejeter la notion d'espace occitan, nous devons aborder l'Occitanie sous l'angle du territoire. Penser l'Occitanie comme un territoire c'est penser l'Occitanie « en se focalisant sur sa dimension culturelle et sa dimension identitaire dans son rapport à l'espace ». Si j'emprunte cette définition du territoire à Wikipedia, j'emprunte la notion de territoire et son utilisation à Jacques Kurtness, professeur de psychologie à l'université du Québec à Chicoutimi, qui a été pendant plusieurs années négociateur innu de Mashteuiatsh, puis directeur régional des négociations et de mise en œuvre des ententes pour le ministère des affaires indiennes et du Nord Canada, région de Québec (« Tshinanu, nous autres, et moi qui appartient aux trois Amériques », Caroline Hervé et Jacques

Kurtness). L'intérêt de penser l'Occitanie comme un territoire occitan, c'est que l'on se concentre sur l'identité culturelle occitane de ces habitants, sur la représentation qu'ils s'en font et sur leur capacité à la gérer. Or, c'est à cette question que doit s'attaquer une politique linguistique et culturelle réaliste : que faire pour que la société qui vit sur l'aire géographique de la langue occitane se sente occitane, en tout cas suffisamment occitane pour assurer la stabilité dynamique de la langue et de la culture occitanes? Que faire pour l'occitanité consciente de l'Occitanie ? On a certes identifié des spécificités (ou prétendues telles) de l'identité occitane. Je cite – en vrac – la cuisine à l'huile d'olive, le rugby, le vote radicalsocialiste, la propension à créer des associations loi de 1901, l'accent du sud, les toits en tuiles romanes, l'utilisation de l'araire, le caractère méditerranéen, le climat ensoleillé et la production de vin rouge (pour un petit échantillon de prétendus marqueurs de l'identité occitane, voir par exemple « l'encyclopédie occitane » de Dupuy). Quand bien même ces traits socioculturels permettraient de définir une identité occitane (personnellement, je suis persuadé du contraire), cela permettrait de définir une occitanité ignorante d'elle-même. « Occitans sens o saber », comme était des charbonniers de Decazeville, et comme a titré MC Viguier. Mais à quoi sert-il d'être occitan sans le savoir ? En quoi une société occitane sans savoir qu'elle est occitane peut-elle assurer la pérennité de l'occitan L&C (langue et culture)? Donc, la question est de déterminer ce que nous pouvons faire pour développer l'occitanité de l'Occitanie, sachant qu'au final, ce dont il s'agit, c'est l'existence du sentiment collectivement partagé d'être (un peu) occitan. Je pense que la notion de territoire est un concept utile pour répondre à cette question.

Le territoire imaginé.

Comme je l'ai dit, l'idée que le concept de territoire puisse être un outil utile pour penser une politique linguistique et culturelle me vient de Jacques Kurtness, un canadien innu ayant été négociateur en chef pour un conseil tribal amérindien dans des discussions avec le gouvernement du Québec. Certes, la notion de territoire pour une communauté amérindienne – l'espace géographique sur lequel s'étendent ses activités traditionnelles de chasse et de cueillette - est très éloignée de celle d'aire géographique de présence historique de la langue occitane. Certes, la situation des amérindiens en Amérique du Nord est très différente de celles des occitans en France, et le sort de la « nacion gardiana » n'est pas celui des Oglala du Lakota (malgré les liens noués dans les années 1905-1906 entre Baroncelli-Javon et Jacob White Eyes). Mais à partir du moment où le territoire est au centre de négociations dont l'enjeu est l'acquisition de l'autonomie de gestion de ce territoire par la communauté innue, le concept de territoire est opérationnel et, me semble-t-il, cette opérationnalité est transférable à d'autres situations où l'enjeu est, précisément, de définir le cœur de ce qui doit être obtenu pour assurer la pérennité d'une langue et d'une culture. Kurtness explique que, pour ne pas être passif face aux propositions des négociateurs québécois, il a fait travailler les négociateurs innus sur le concept de « territoire rêvé ». L'idée est de travailler à préciser ce que, sur l'espace géographique concerné par la négociation, les Innus voulaient obtenir comme droits, à partir de ce qu'ils imaginaient comme futur pour leur territoire. Le rêve n'ayant pas dans notre culture la même place qu'il a dans la culture innue, je préfère parler de territoire imaginé. Mais je pense que, basiquement, ce concept de territoire tel que les Innus l'on développé comme outil de négociation peut être un outil fécond pour structurer un projet de politique linguistique et culturelle (à charge de l'adapter à nos besoins, bien entendu). Penser l'Occitanie comme un territoire imaginé, c'est travailler à formuler collectivement la représentation (y compris topologique) que l'on a de l'espace occitan dans ce qui fait son occitanité sociétalement visible et active, pour un futur proche (j'ai parlé de quinze ans), et travailler conjointement à la mise en œuvre des moyens nécessaires à la concrétisation de ce territoire imaginé. Le territoire imaginé est donc, au final, un mode de pensée et un mode de travail. En fait, nous sommes déjà un peu dans un tel mode de fonctionnement. L'impulsion, au début des années 1960, des sections départementales, sous l'impulsion de J. Boisgonthier (voir « L'Occitanie, des idées et des hommes », Abrate), c'est l'idée de créer un maillage de foyers d'activités occitanes sur l'ensemble du territoire. Le réseau de cours d'occitan pour adultes, l'ouverture de classe bilingues ou en immersion, la signalisation toponymique en occitan, la catalogue du label *Oc*, sont des exemples d'action qui constitue ce territoire occitan. « L'action de proximité » c'est aussi, je pense, cette idée. Mais il n'y a pas de vision globalement structurée de l'ensemble de ces actions, ni d'évaluation de ce que chacune d'entre elles apportent, ou pas, à la réalisation d'un but collectif, ni même de consensus minimum sur ce but collectif à court terme.

Le territoire imaginé, c'est un principe régulateur de l'ensemble de ces actions. De la même manière qu'il existe une représentation mentale anticipatrice de l'action (par exemple, de l'action de sauter un ruisseau), le territoire imaginé, c'est la représentation mentale collective de ce à quoi nous voulons arriver. C'est se forcer à formuler ce que nous voulons faire (et pas simplement ce que nous voulons) et comment le faire de manière explicite et cartographiée. La dimension topologique du territoire imaginé est fondamentale, et rejoint l'idée d'un territoire en mosaïque (de ce point de vue, le travail fait par M. Tayac de « cartographie du réseau IEO » est intéressant. Mais ce qui définit ce qu'il nous faut cartographier, et l'usage que nous faisons de ces cartographies, c'est le territoire imaginé). Ce que nous fournit le concept de territoire imaginé, c'est un outil pour structurer dans un ensemble cohérent ce qui existe, et ce qui est à faire, pour assurer le minimum d'occitanité de l'Occitanie pour assurer la stabilité dynamique de l'occitan. Pour reprendre la définition donnée plus haut, c'est définir le futur proche de la dimension linguistique, culturelle et identitaire occitane dans son rapport à l'espace sociétal. Dans ce territoire imaginé, la langue occitane tient bien entendu une place centrale. Mais il faut avoir conscience que la dimension culturelle et identitaire occitane doit aller bien au-delà de sa dimension linguistique au sens « dur », c'est-à-dire au-delà de la communauté de pratique de la langue capable d'assurer sa pérennité.

Étienne Roux

Marc Vidal – Vers un ICO (Institut pour les Communs Occitans)?

Préliminaires : l'action de l'IEO a échoué à socialiser la langue.

Le présent document préfère partir d'un constat désagréable pour éviter au mouvement occitaniste une impasse qui serait en même temps sa disparition définitive.

Constat 1 : la langue occitane **a perdu son combat** contre le français dans tous les domaines de la vie professionnelle, citoyenne, associative, santé, commerce international, sécurité, administration, sciences etc.

Constat 2 : la langue occitane ne peut plus être une langue de la vie quotidienne ni peut-être même de la vie intime. Dorénavant, sa socialisation est impossible.

Constat 3: La langue occitane n'a plus aucune fonction indispensable. On peut la

définir comme une langue seconde⁵.

Constat 4: Les occitanistes sont **minoritaires**; les locuteurs « naturels » sont minoritaires; les uns et les autres seront de plus en plus minoritaires face aux nouvelles données démographiques. Même les gens qui connaissent l'existence de la culture occitane deviennent minoritaires.

L'IEO lui-même est de moins en moins un institut savant ou littéraire. C'est de plus en plus un institut qui défend la culture occitane dans toutes ses diverses dimensions, **y compris non langagières** (ce qu'on trouve habituellement sous le nom de *patrimoine immatériel*). Il faut que toutes ces nouvelles activités (festivals, activités de cercles locaux, danses etc...) trouvent leur place dans l'IEO de demain.

Le but de ce document est d'engager l'IEO dans une démarche nouvelle mais à coût constant. Il s'agit de **réorganiser** ce qui se fait déjà mais dans une stratégie plus claire donc plus efficace et résolument orientée vers un autre futur occitan. Le concept opérationnel me semble être le concept de « **commun** » et la finalité visée consiste à remplacer la mission de l'IEO (Institut d'Estudis Occitans) par celle de l'ICO (Institut pels comuns occitans).

Définition des « communs »

Les *communs* sont des biens qui ne sont pas privés et qui ne sont pas publics dans la mesure où les pouvoirs publics n'en sont pas propriétaires. On peut citer les logiciels libres, les découvertes scientifiques, le climat, la biodiversité, une zone de pêche, des pâtures en haute-montagne.

A chaque commun est associée une **communauté**, c'est-à-dire un groupe de personnes qui bénéficient du commun. Ce groupe peut être universel (le climat) ou réduit (un groupe de bergers). La communauté peut tout simplement bénéficier du commun mais peut aussi l'entretenir dans son usage (la zone de pêche).

La culture au sens large recouvre des biens qui peuvent être privés (livres), publics (musée) ou à statut indéterminé.

Il me semble que **la langue est un bon exemple de commun** : c'est une création collective, sans propriétaire possible mais qui rend des services essentiels.

La langue est naturellement **inappropriable**. Cela ne peut pas être un bien privé. Cela est difficilement considérable comme un bien public. (Même si l'Académie Française prétend avoir autorité elle est incapable de contrôler les énoncés). De même définir une langue régionale comme un *patrimoine* national est totalement dénué de sens.

Les bénéficiaires d'un *commun* peuvent être à géométrie variable : localisés dans l'espace (par exemple où se trouve le *commun*) ou non, localisés dans le temps ou non etc... Ainsi des procès pour la sauvegarde du climat ont été lancés au nom des générations futures, des procès pour la biodiversité ont été lancés au nom des non-humains.

⁵Sur les constats et définitions, cf. « <u>l'occitan, une pratique culturelle parmi d'autres : faut-il refonder l'IEO</u>? , une contribution de Marc Vidal au CA de l'IEO de septembre 2016 »,

[«] Séminaire du CA de l'IEO de septembre 2016 : le compte-rendu non factuel de Marc Vidal (28-10-2016) » ;

^{« &}lt;u>l'occitanie, la langue et le territoire</u>, contribution de Etenne Roux au séminaire du CA de l'IEO de septembre 2016 »

Les bénéficiaires d'un commun constituent une **communauté**. Cette communauté peut endommager le commun voire le détruire. Elle peut aussi le prendre en charge et le garder en bon état. C'est sa mission et c'est donc le lien qui réunit tous les membres de la communauté.

D'ailleurs le commun est parfois défini, non par sa nature, mais par les pratiques de **partage**, de cocréation le cas échéant, et de **gestion du bien**, gestion collectivement imaginée et mise en œuvre.

La culture d'oc est un « commun » avec sa « communauté »

La culture d'oc est, à des dimensions diverses, privée, publique et **communautaire**. La communauté d'oc est une **communauté d'actions** : elle défend, promeut, crée, anime... Elle poursuit le double but d'usage (la danse, la langue...) et de promotion (l'histoire, les œuvres, les animations...).

La communauté occitaniste peut être aussi une **communauté de valeurs** (diversité, convivencia) voire politique (gestion du territoire en faveur de la culture d'oc, organisation de contre-pouvoirs, lobbying). C'est l'avenir qui le dira.

Enfin contrairement à la communauté folklorique, la communauté autour de la langue d'oc a pour mission de **faire évoluer** le commun (dit « *patrimoine immatériel* ») dont elle a le bénéfice et la garde.

La communauté occitaniste comme responsable ultime du commun ?

Pour l'essentiel si on veut aider la culture d'oc, il n'y a que deux façons d'agir : la communauté peut demander aux pouvoirs publics de se reconnaître une responsabilité dans le *commun* ou la communauté peut s'auto-organiser pour agir. Dans le premier cas, on va demander une loi et des mesures d'aide, par exemple des financements. On considère implicitement l'Etat comme le propriétaire public au moins à un certain degré de la culture d'oc.

Dans le second cas, l'auto-organisation de la communauté suppose une **démarche collective** de prise en charge du bien commun. Cette démarche peut se faire au nom d'un intérêt général⁶ ou plus égoïstement dans l'intérêt des membres de la communauté. Dans tous les cas, l'action collective fera **émerger des façons de faire, des valeurs**, un sens de l'appartenance donc des traits identitaires caractéristiques des communautés, peut-être même une philosophie ou une politique.

C'est donc une identité de projet qui se construit dans et pour le projet collectif.

Rien, bien sûr, n'empêche les pouvoirs publics de jouer aussi un rôle : ses efforts rejoignent alors ceux de la communauté occitaniste dans la défense des communs occitans. Les occitanistes ne sont pas seulement les promoteurs du bien commun qu'est la langue occitane. Leur mission consiste à établir une relation harmonieuse entre des biens communs (langue, danse,...), des biens privés (œuvres diverses, livres en occitan, spectacles lié à l'occitan...) et des biens publics (signalisations, bibliothèques, enseignement). La caractéristique principale des occitanistes consiste à privilégier la valeur d'usage sur la valeur

44

⁶ Les juristes distinguent l'intérêt privé, l'intérêt général et l'intérêt collectif. Ce dernier correspond aux intérêts d'un groupe restreint (association, syndicat...). Lorsqu'un pouvoir public est défaillant dans la défense d'un intérêt général (et notamment la culture oc), ce sont les militants qui prennent en charge la gestion du bien qui devient alors un bien commun.

d'échange. Avec la numérisation du signe, les biens occitans (privés, publics ou communs) ont tendance à devenir non rivaux⁷. L'action des occitanistes consiste à les rendre aussi non-exclusifs⁸ que possible.

De l'IEO à l'ICO (Institut pour les Communs Occitans)

L'Institut d'Estudis Occitans balance sans stratégie assumée entre des engagements qui sont quand même de nature différente (partenariat avec le public, effort de visibilité, lieu de formation, prestataire de services).

L'IEO produit des efforts dans le sens de l'animation d'une communauté plus fragile, moins savante et moins impliquée que dans le passé. Les réseaux actuels de l'IEO sont l'embryon d'une communauté d'usage qui devient plus indispensable avec la dilution de la culture d'oc dans toutes sortes de cultures nouvelles plus puissantes et plus novatrices.

Mais l'IEO est à la moitié du chemin : il faut **renforcer la dimension communautaire** et notamment dans le sens d'une communauté active, faute de quoi le **commun** va dépérir. C'est notamment vrai pour l'usage de la langue oc qui suppose le maintien artificiel d'un réseau de locuteurs au milieu d'un univers francophone.

Cette **communautarisation de l'action** n'a de sens que si elle implique le maximum d'acteurs de l'action culturelle occitane qui se reconnaîtront dans un ICO (Institut pels Comuns Occitans): enseignement, musée, librairie, isolat linguistique, acteur du numérique...

En pratique **devenir un ICO c'est le choix de favoriser la vie interne** du mouvement, mettre de la formation interne, inventer des cérémonies, des rites, multiplier les occasions de se rencontrer, de débattre, permettre à chacun de profiter du réseau à titre personnel. Devenir un ICO c'est mettre en synergie, c'est mutualiser, c'est faire connaître, c'est organiser dialogue avec d'autres acteurs qui sont dans le domaine des *communs occitans* (sports, philosophie..).

L'ICO garde bien sûr les autres missions de l'IEO : collecter, produire des œuvres, faire du lobbying et assurer le dialogue avec les pouvoirs publics, organiser la visibilité des communs occitans.

Un ICO qui subsiste par des procédures d'autoreproduction

Les communs occitans sont fragiles et lourdement concurrencés par d'autres offres plus puissantes, mieux organisées, plus modernes. La lutte pour les communs occitans sera inévitablement une lutte de longue durée. Il faut donc s'organiser pour tenir dans la durée, ce qui signifie prévoir des moyens d'autoreproduction de l'ICO. Il est en effet hasardeux de parier sur une impulsion ou un besoin qui vienne de l'extérieur de l'Institut. Il y a plusieurs façons de tenir sur la durée. Dans tous les cas, il faut que les gens aient envie de rester ensemble et d'accueillir d'autres membres pour continuer à subsister 9 .

⁷ C'est-à-dire que la jouissance du bien par une personne n'empêche pas quelqu'un d'autre de pouvoir en jouir pareillement. La musique de Déodat de Séverac par exemple est non rivale : on peut prendre sa part de jouissance sans en priver les autres. Les connaissances, les langues, les découvertes scientifiques, la lumière d'un phare sont non rivaux.

⁸ L'usage d'un bien exclusif est limité à certaines personnes et exclut les autres (un musée payant, un spectacle payant par exemple). Pour un occitaniste, la culture d'oc est à la disposition de tous ceux qui le désirent.

⁹ Par exemple, églises, franc-maçonneries, groupes sectaires ou militaires, organisations criminelles.

L'autoreproduction nécessite la formation d'une culture commune qui se construit sur la durée et sur des fréquentations étroites entre les gens : formation longue, parcours initiatique, épreuves partagées...

Dans cet esprit, il faudra prévoir dès le début que l'ICO dispose d'un Institut de Formation Interne. Dans une première phase, il suffira de structurer l'offre de formation déjà existante (cours, conférences, enseignements savants) sur un laps de temps d'un ou deux ans.

Ce que l'ICO n'est pas

La démarche en faveur des communs occitans oblige à abandonner les thématiques traditionnelles sur lesquelles le milieu occitaniste a fondé son action : la connaissance scientifique, les racines patrimoniales occitanes, l'identité oc, le territoire oc, le peuple occitan comme acteur politique, l'intégration du projet occitan dans des projets politiques englobants, la décentralisation culturelle.

Voyons plus en détails :

- L'ICO n'est plus spécifiquement un institut savant comme l'IEO. Par contre, il fait connaître et vulgarise la connaissance produite par d'autres (universités, AIEO).
- L'ICO valorise le « patrimoine » occitan mais en le considérant comme un bien commun qui est partageable (donc non patrimonial au sens strict du mot), non exclusif (donc proposé à tous), non folklorique (donc sujet à toutes les évolutions) et non passéiste (donc avec un droit d'inventaire ou de rejet concernant la culture du passé)¹⁰.
- Le « patrimoine » est vu comme une ressource à utiliser en priorité et à promouvoir mais pas comme un guide pour l'action. Cette posture s'oppose donc à l'idéologie des racines (« la culture occitane comme racine du peuple occitan »).
- L'ICO n'est pas le défenseur de l'identité occitane qui a le défaut majeur d'être introuvable. Par contre, en organisant une communauté d'usage (gens qui profitent ou qui pratiquent les communs, langagiers ou non) et une communauté d'action (gens qui prennent des initiatives coordonnées et soutenues par l'ICO), l'ICO produit naturellement de l'identité occitane 11.
- L'ICO n'est pas défini par le territoire et par l'équation « langue occitane = territoire occitan ». L'équation est vraie car une langue vit et évolue par contigüités géographiques (en parlant au voisin, commerçant, collègues...). Mais précisément la contigüité spatiale de l'occitan n'existe plus. Le territoire reste toutefois sous-jacent dans les communs linguistiques¹², culturels¹³ et dans les projets communautaires 14.
- L'ICO n'est pas l'acteur politique de la culture oc ni l'acteur de la décolonisation. Ce rôle revient à d'autres organisations. Par contre l'ICO peut alimenter la réflexion du point de vue d'une culture minorisée (politiques linguistiques, enseignement, tourisme, relations dans l'eurorégion, organisation des pouvoirs...).

¹⁰ Autrement dit, le patrimoine occitan est ouvert à ceux *qui n'ont pas de liens d'héritage* (par la famille, le lieu de naissance ou le lieu de vie)

 $^{^{11}}$ Les calandrettes par exemple sont un trait identitaire moderne de la culture occitane.

¹² Au sens large, délimitation du territoire où l'occitan est historiquement employé; et avec pléiade de définitions plus restreintes : langue des montagnes, langue des villes, langue des mers, dialectes du limousin, des Haute-Alpes, toponomie, répartition géographique du lexique, de la phonologie, etc.

¹³ Coutumes locales, fêtes locales, etc... (voir par exemple la *nacion gardiana*)

¹⁴ Lieux projetés pour des calandrettes, choix des signalisations en occitan, positionnement des éléments de visibilité, etc.

- g) L'ICO garde toute son autonomie par rapport aux pouvoirs publics. Il n'est pas au service de projets politiques français. L'ICO n'est pas le maître d'œuvre de politiques publiques relatives à la langue. Il n'est pas un acteur du rayonnement culturel du peuple français. L'ICO peut jouer un rôle sociétal (intercompréhension entre les cultures, promotion de la diversité...) mais c'est par effet de bord sans que cela ne fasse partie de son objet.
- h) L'ICO n'est pas l'acteur de la décentralisation culturelle au sens castanien c'est à dire de la décentralisation pluriculturelle et anti-régionaliste ¹⁵. Sa vocation n'est pas non plus de proposer un nouvel universalisme comparable (ou concurrent) de l'universalisme français.

Conclusion: quelles missions?

Ainsi défini, l'ICO reprend toute l'activité de l'IEO et continue à la faire fructifier. L'ICO a pour priorité ¹⁶ d'utiliser et promouvoir les biens communs occitans, sans prétendre en être l'héritier. L'ICO est une communauté d'usage (de la langue notamment) et une communauté d'action, organisée en réseau, davantage qu'une communauté politique ou une communauté de valeurs. C'est donc un plébiscite de tous les instants.

L'action de l'ICO est d'abord *interne* en un effort d'accueil, d'intégration et de formation, y compris militante. L'ICO a une mission de mise en réseau et de soutien des structures participantes. Il conserve ses autres missions actuelles (études, éditions, réflexions, créations...).

Il est aussi *externe*, mais dans une moindre mesure, en promouvant la culture oc, en lui donnant de la visibilité, en attirant de nouveaux participants et en dialoguant avec les pouvoirs publics.

L'ICO a vocation à être un lieu de mise en relation (ou au moins d'information) sur les autres acteurs de la culture oc, qu'il s'agisse du monde de l'enseignement, de la recherche, du félibrige, de la création, des nouvelles technologies, des centres culturels... Bref, l'ICO a vocation à créer du lien et à éviter une trop grande dispersion des très nombreux acteurs qui peuvent se reconnaître dans l'occitanisme.

Marc Vidal

Pèire Boissièra – contribucion al seminari

Sabèm que l'IEO servís a organizar la perennitat e lo desvolopament de la lenga occitana... Mas a pas capitat a o far... L'occitan es una lenga de França e l'estat francés es globalament pas favorable a la diversitat linguistica.

Vesèm pra'quò d'iniciativas en favor de la lenga, vengudas de l'IEO o d'autres organismes occitanistas, e acceptadas per l'Estat e per una part de la populacion... part plan menora, de segur...mas que comença de comptar, dins d'unes endreches. Pensi a las classas bilingüas, per exemple, dins Òut e Garona...

-

L'ICO participe par définition à la pluralité culturelle et à la décentralisation culturelle mais n'est pas hostile aux dimensions régionales, collectives ou ethniques. Bien au contraire l'ICO se donne pour but de refaire du collectif, du militant et peut-être même de l'anthropologique. Dans une visée castanienne la culture c'est avant tout la production d'œuvres alors que pour l'ICO la culture, c'est avant tout du lien entre les gens (langue, représentations, coutumes, projets). La production d'œuvre ne prend tout son sens quand il existe une communauté pour l'apprécier.

¹⁶ *Prioritaire* ne signifie pas *obligatoire*, ce qui ouvre l'horizon pour tous les nouveaux champs de l'activité humaine

Un problèma, ca que la : l'ensenhament i es sovent deficient, per manca de formacion e d'exigéncia dels mèstres... que s'ajusta al fait que i aja pas pus de locutors "naturals", e que vivèm dins un ambient linguistic francés. Atal l'occitan l'occitan parlat patís d'influéncias del francés. Que la lenga cambie es normal, mas nos podèm pausar la question de "la lenga que volèm parlar" per defugir d'evolucions que serian tròp radicalas en rapòrt amb l'occitan considerat dinca ara coma blos. L'IEO se poiriá interessar a aquela question...

Pèire Boissièra

IEO Occitanie-Pyrénées Méditerranée – contribucion al seminari

(texte envoyée par la présidente de l'IEO OPM, Marlène Bony, à la suite de l'assemblée générale de l'IEO OPM organisée à Albi)

L'IEO federal que va tornar organizar una reflexion ambe un seminari que'ns cau portar la nosta participacion.

Aprep lo desbat, la Presidenta que prepausa doncas de far votar los punts seguents, lo nòstre apòrt al collòqui de l'IEO Nacional :

- Far de l'IEO « nacional » una confederacion de las Federacions Regionalas Votacion per l'AG Contra O Abstencion 1 Per 78
- Far de las Seccions Regionalas de Federacions Regionalas dedicadas a l'animacion, a la coordinacion e au desvolopament d'un filat d'associacions dedicadas a l'usatge de la lenga e a l'organizacion d'activitats culturalas en occitan.

Votacion per l'AG Contra 0 Abstencion 1 Per 78

• Far un nivèl confederal, un burèu comun de ligason de las federacions regionalas que poderà tractar ambe los nivèls de l'Estat e de l'Euròpa.

Contra 0 Abstencion 1 Per 78

• Bastir un sistèma de reparticions de las cotizacions que sia un motor de desvolopament de las adesions dels cercles : sus 30 € : Cercle 12, seccion departamentalas 9, federacion regionalas 6, confederal 3

Contra 0 Abstencion 1 Per 78

• L'aplicacion d'una neutralitat partisana rigorosa (non alinhament sus quin partit que sia) dins las nòstras accions e dens la nòstra comunicacion

Contra 0 Abstencion 1 Per 78

Albi, lo 18/11/2017

Gustau Aliròl – Diversité territoriale et multiculturalisme

Le respect de la diversité territoriale – culturelle et linguistique, historique, économique et sociale – que nous défendons n'a rien à voir avec un quelconque multiculturalisme auquel on voudrait l'assimiler et qui en effet ne peut conduire qu'au communautarisme.

Le multiculturalisme suppose, sur un même territoire, la reconnaissance de la diversité culturelle pour des communautés séparées ayant, chacune en tant que groupe, un mode de vie distinct (spécialement une culture, une langue ou une religion...) la conduisant à vivre plus ou moins séparément des autres communautés se trouvant sur ce territoire. Cela aboutit, dans un espace culturel donné, lui-même posé comme « neutre » linguistiquement

et culturellement, à voir se nouer des relations interindividuelles au sein de groupe différenciés sur des bases ethniques, religieuses ou autres, s'imposant aux individus qui y sont enfermés.

La diversité territoriale, culturelle et linguistique, implique, elle, que sur des territoires dotés d'une culture particulière, les institutions de ces territoires conduisent une politique culturelle et linguistique propre à faire vivre cette culture spécifique, au bénéfice de l'ensemble de la population, chacun demeurant libre, à titre individuel, de ses pratiques linguistiques et culturelles.

La diversité territoriale s'oppose ainsi au multiculturalisme institutionnalisé, dès lors qu'elle ne consiste qu'à promouvoir, faire vivre et respecter les particularismes culturels et linguistiques liés à tout territoire qui en ressent la nécessité et en manifeste la volonté, répondant ainsi aux besoins et aux souhaits de sa population. Cela vaut aussi pour la prise en compte des spécificités socioéconomiques.

Qui l'a remarqué ? Refuser la prise en compte de la diversité territoriale au faux prétexte de communautarisme conduirait inévitablement à remettre en cause l'Union européenne (ce que, au demeurant, ne manquent généralement pax de faire, pour bien d'autres raisons, les tenants de ce point de vue) : à cette aune-là en effet, compte tenu de la diversité linguistique des États en Europe (et à l'intérieur des états), la construction européenne respectant cette diversité ne serait rien d'autre que du ... « communautarisme ! Chacun sait bien qu'il n'en est rien.

Gustau Aliròl